

# MALI MUS \BW Les Femmes du Mali



### ONU Femmes Appuie le Renforcement des Capacités des agents des Forces Armées et de Défense en matière de Genre et de Droit International Humanitaire



Une vue du présidium. Crédits : ONU Femmes

es violences sexuelles et autres abus à l'égard des femmes en période de conflit et de post-conflit est un phénomène généralisé dans les conflits actuels. L'Entité des Nations Unies pour l'Egalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes (ONU Femmes) a inscrit l'intégration de mesures de protection des femmes et des filles en situation de conflit comme une priorité. C'est dans cette perspective que depuis 2012 Juillet, ONU Femmes a établi un partenariat avec le Ministère de la défense et des anciens combattants pour la mise en œuvre du programme de « Renforcement des capacités des agents forces armées et de sécurité pour la prévention et la protection des femmes et des filles avant, pendant et après les conflit». Ce Programme est financé par le Royaume des Pays Bas.

La deuxième phase de ce programme qui a démarré en 2015 se poursuit cette année avec la formation d'officiers, de sous-officiers et militaires de rang constitués des différents corps du Génie militaire, de l'Armée de l'air, de la Garde et de la Gendarmerie Nationales. Ainsi, plus de 650 agents ont pu être formés ce premier trimestre à l'issue de deux sessions tenues respectivement les 12, 13 et 14 Janvier à Bamako et les 26, 27 et 28 Janvier 2016 à Bapho, dans la Région de Ségou (4ème région Administrative du Mali).

L'objectif principal visé par ce programme de formation est la consolidation d'une armée républicaine à travers la sensibilisation, une meilleure compréhension et maitrise de textes et mesures régissant les droits humains fondamentaux de la personne, particulièrement en période de conflit, notamment le droit au secours à la population. Divers thèmes ont été abordés lors des différentes sessions de formation à savoir : (1) Le code de conduite militaire et les relations civilo-militaires ; (2) Les aspects genre et les Résolutions Internationales sur les femmes, la paix et la sécurité, (3) Le Droit International Humanitaire et la protection des populations, notamment des femmes ; (4) Le Droit International Humanitaire et la protection des enfants; (5) Les violences basées sur le genre, notamment les violences sexuelles en situation de conflit ; (6) Le VIH/SIDA et les maladies sexuellement transmissible (IST) en situation de conflit et (7) le service social des armées.

Destiné à former un total de 4 000 agents des Forces de défense et de sécurité et à sensibiliser 20 000 militaires; le Programme, de «Renforcement des capacités des agents des forces armées et de sécurité pour la prévention et la protection des femmes et des filles avant, pendant et après les conflit», a de juillet 2012 à nos jours, eu à former 7 209 agents des Forces Armées et de Défense et sensibilisé 18.000 militaires sur les notions clés en rapport avec la protection des femmes, des enfants et le Droit International Humanitaire. Ceci en plus des 650 agents formés ce trimestre.

Selon le lieutenant-Colonel Aminata Diabaté, point Focal Genre, Section Droit Humanitaire de l'Etat-major General, ces formations aident aussi à amélioration les relations militaro-civiles, conditions sinéquanones pour le bon fonctionnement du dispositif sécuritaire. En se référant à ses propos l'objectif visé semble être atteint. En effet, le Lt. Diabaté témoignait : « Du démarrage des sessions de formation à date, des différents corps d'armée qui ont reçu ces formations, le niveau d'assimilation des éléments est plus que satisfaisant. Les agents formés qui ont été déployés sont actuellement sur le théâtre des opérations, ils se comportent de la façon la plus humaine et appliquent les notions apprises tout en partageant à leur tour les informations à ceux qui n'ont pas encore pu bénéficier de ces sessions ».

Dr Maxime Houinato Crédits : C. Bah

## **EDITORIAL**

### Chers Partenaires, Chers Lectrices, Chers Lecteurs

ous voilà en 2016, où nous accueillons notre 1<sup>er</sup> numéro *Mali Musow* de l'Année, votre magazine consacré aux programmes d'ONU Femmes et partenaires au Mali.

Cette année, le 8 mars, Journée Internationale de la Femme, a été célébrée mondialement sous les couleurs des nouveaux Objectifs de Développement Durables (ODD) ayant pour slogan : « Pour un Monde 50/50 en 2030 : Franchissons le Pas pour l'Égalité des Sexes ».

« Egalité, Genre et Autonomisation de la Femme » a été le thème national retenu au Mali, pour mettre l'accent une fois de plus sur la place centrale qu'occupe l'autonomisation économique de la Femme dans la lutte contre les inégalités. D'où les nombreuses initiatives lancées par ONU Femmes ce trimestre pour appuyer et promouvoir l'entrepreunariat féminin au Mali dont le Programme IPAFE lancé avec l'appui des partenaires du secteur privé malien (les groupes KLEDU et SAER).

Dans ce numéro, nous vous proposons une rubrique spéciale focus sur les différentes activités commémoratrices du 8 mars au Mali, notamment la journée phare au Palais de la Culture, dans la Salle Bansoumana Sissoko, dont le clou a été la signature d'une toile d'engagement pour l'atteinte de l'AGENDA 2030 par le Président de la République, S.E. Ibrahim Boubacar Keita. L'AGENDA 2030 qui avec ses 17 Objectifs de Développement Durable fut solennellement lancé le 2 février 2016 par le Gouvernement du Mali comme feuille de route pour sa politique nationale de Développement

Aussi, dans le souci de consolider les acquis et garantir la pleine et entière participation des femmes dans le processus de Paix, ONU Femmes continue à appuyer le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, pour la mise en oeuvre du Plan d'Actions National de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité. À cet effet, une table ronde des bailleurs a été organisé ce trimestre afin de présenter le deuxième plan d'actions national R1325 et mobiilser les ressources nécessaires pour sa mise en oeuvre pour les 3 ans (2015-2017).

Toujours en soutien au processus de Paix, plusieurs initiatives de dialogues communautaire ont été organisées dans le cadre de la consolidation de la Paix et de la cohésion sociale. Des sessions de renforcement des capacités ont été aussi tenue à l'endroit des forces de défense et de sécurité du Mali.

En illustration à l'adage qui nous enseigne qu' : «Aux âmes biens nées, la valeur n'attend point le nombre des années.», nous continuons avec votre rubrique VIP Genre consacrée au portrait d'une jeune femme ou jeune homme actrice/acteur de changement positif dans la vie de la nation. Une personnalité qui incarne ainsi l'espoir de la lutte féministe et l'espérance pour un Mali stable, égalitaire et émergeant; un Mali 50-50 d'ici 2030.

#### **Dr. Maxime Houinato** Représentant Résident ONU Femmes Mali



### DANS CE NUMÉRO Femmes - Paix et Sécurité 2 Violences Basée sur le Genre 4 Conseil d'Administration de 6 **ONU Femmes Mali** Femmes et Autonomisation Économique 8 Femmes et Participation Politique 14 Agenda 2030 : Objectifs de 16 Développement Durable Journée Internationale de la Femme 18 Échos des Régions 26 VIP Genre 36

# MALIMUSOW

## Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)

### Formation des Agents de Sécurité sur les Violences Basées sur le Genre (VBG)



Des femmes policière participantes. Crédits : ONU Femmes

e Mali, n'a guère été épargné par le phénomène des Violences basées sur le Genre, répandu à —travers le monde. Ce fléau a pris une véritable envergure avec la crise.

Plusieurs Initiatives ont été menées pour endiguer ce mal, mais le constat est que seule la lutte contre l'impunité demeure la voie incontournable et efficace pour y apporter un frein et l'abdiquer définitivement. Au regard de l'ampleur des Violences basées sur le Genre dans le pays et dans le but d'améliorer l'efficacité la lutte contre ce fléau, un Atelier National de réflexion, a été Initié dans le cadre du projet de lutte contre les violences basées sur le Genre, du Fond : Peace building Funds des Nations Unies (PBF) en partenariat avec ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA et les Services de Police Nationale.

Etaient présents à cet Atelier de Réflexion : L'ONU Femmes à travers son Représentant Résident ;

Le Gouvernement du Mali à travers les Représentants du Ministère de la Sécurité ;

Les Représentants de la MINUSMA et de l'UNFPA; Les Représentants de la Police Nationale.

Cet Atelier a également réuni tous les Responsables des Services de Sécurité du Mali, en raison de leur rôle d'acteurs clé dans la lutte contre les Violences basées sur le Genre.

L'Objectif de cet atelier de réflexion était de :

- Donner une meilleure et plus ample compréhension de la dimension des Violences basées sur le Genre(VBG) et du rôle déterminant à jouer par les Agents des services de sécurité pour y mettre fin ;
- D'avoir une vue d'ensemble des acquis et des défis subsistants à relever par les services de sécurité dans la lutte à mener contre les VBG;
- De proposer des stratégies pour l'amélioration des performances des agents des services de sécurité pour mener à bien leur rôle;
- De formuler des recommandations appropriées au renforcement des capacités opérationnelles et techniques des agents des services de sécurité (dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité).

Au cours des différentes interventions, le Chef de cabinet du Ministère de la Sécurité intérieure a réaffirmé l'engagement du Gouvernement du Mali à appuyer et renforcer les services de sécurité pour plus d'efficacité dans cette lutte. A cet égard, il a souligné que :

Le phénomène des violences basées sur le genre prenait des proportions inquiétantes du fait de la dégradation des rapports sociaux. Il a par la suite déclaré que : le Gouvernement du Mali ayant ratifie tous les instruments juridiques internationaux et régionaux relatifs aux Droits des femmes et des filles; concernant la lutte contre les violences faites aux femmes, il appartiendra aux Agents des services de sécurité de mettre désormais en place un dispositif national de prise en charge holistique des cas de violences basées sur le genre.

Cette Unité prendra désormais en compte :

- Le secours aux victimes,
- 📕 L'enguête de police,
- 📕 L'accueil et le conseil,
- La transmission des cas aux unités chargées des questions médicolégales, psychosociales et juridiques,
- Le suivi des victimes au niveau des Cliniques juridiques.

Dans son intervention, le Représentant Résident de ONU Femmes au Mali a tenu à présenter ses remerciements au Gouvernement du Mali pour son engagement dans cette lutte contre les VBG et les efforts sans cesse déployés par ses services de sécurité, puis il a attirer l'attention des participants sur la gravite de ces cas de violences et des mesures urgentes à prendre en conséquence.

En guise d'illustration, le Représentant de ONU Femmes a fait un rappel des statistiques de l'année 2015 qui démontrent que les Centres de prise en charge et de gestion des informations sur les VBG ont eu à enregistré mille deux cent quatre-vingt-quatre (1284) cas.

Il a également rappelé que selon les enseignements,

sur un cas dénoncé de violence basée sur le genre dix autres cas commis demeureraient sous silence. Il urge donc d'instaurer un système d'alerte et de lutte efficace pour éradiquer définitivement ce mal constituant un crime honteux et odieux est donc évident. Apres une journée de travail et de réflexion concertée, les Agents des Services de la sécurité ont formulé les recommandations suivantes pour être plus efficace dans leur lutte contre les violences basées sur le genre au Mali.

#### Les recommandations adoptées sont :

- La Formation des Agents des Services de sécurité sur la lutte contre les Violences Basées sur le Genre ;
- L'instauration d'une e Synergie d'action entre les forces de sécurité et la chaine pénale ;
- L'Information et la Sensibilisation des populations et des forces de sécurité sur les VBG ;
- Le Renforcement des mécanismes d'accompagnement et de suivi des survivantes ;
- L'introduction de modules de formation sur les VBG dans les Programmes de formation commune de base des agents des forces de sécurité;
- L'instauration d'une formation spéciale destinée aux agents de la police scientifique ;
- La Mise à disposition de moyens de communication adéquats ;
- Le Renforcement du cadre légale des Violences Basées sur le Genre et l'adoption d'une loi spécifique sur les Violences Basées sur le Genre;
- La Vulgarisation des textes existants sur les Violences Basées sur le Genre.



## Bulletin trimestriel ONU Femmes Mali

Badalabougou-Est BP120, Bamako-Mali

Tél. : (+223) 20 22 21 24 Tél. : (+223) 75 99 79 42

mali.courrier@unwomen.org

## Directeur de Publication et de la Rédaction :

Dr. Maxime Houinato (Représentant Résident)

### Conseillère du Directeur, Spécialiste Programme :

Dr. Aoua Djiré

## Rédactrice en Chef :

Mme Coumba Bah

## Suivi & Évaluation :

M. Adama Diallo

## Représentation Politique : M. Zan Fomba

## Autonomisation Économique :

Mme Hady Sangaré

#### **Lutte contre les Violences :** Mme Nana Mouneissa Toure

### Paix et Sécurité :

Mme Marie-Josée Kandanga

#### **Contributions:**

M. Boubacar Diarra M. WANALHER AG WALY

#### **Stagiaires:**

Mme Virgo Edgar Ngarbaroum M. Mamadou Sidibé

### Mini Conseil d'Administration de ONU Femmes Mali

## ONU Femmes à la Rencontre des Représentants des États Membres de son Conseil d'Administration ayant une Représentation Diplomatique au Mali

[Bamako, le 30 mars 2016] Les Représentants des Missions Diplomatiques des Etats membres du Conseil d'Administration d'ONU Femmes accrédités au Mali ont tenu leur réunion annuelle sous la présidence du Représentant Résident de l'agence d'ONU Femmes. Cette rencontre a donné l'occasion aux Administrateurs présents de débattre de questions relatives aux axes stratégiques de l'Agence et aux rôles des Femmes dans la résolution du conflit au Mali.



Le Représentant Résident d'ONU Femmes présentant le programme pays de l'Agence aux participants. Crédits : ONU Femmes

NU Femmes Mali est administrée par un Conseil d'Administration qui supervise les activités opérationnelles de l'Entité sur la base de la résolution 64/289 de l'Assemblée Générale, paragraphe 57(b), qui stipule que: «l'Assemblée Générale, le Conseil Economique et Social et le Conseil d'administration de l'Entité constitueront la structure de gouvernance intergouvernementale à tous les niveaux de l'Entité pour ses activités opérationnelles et orienteront son action.

Le Conseil d'Administration d'ONU Femmes est composé de 41 Etats membres, élus pour un mandat de trois ans par le Conseil Economique et Social des Nations Unies, selon la répartition régionale suivante: Afrique: dix (10), Asie et Pacifique: dix (10), Europe de l'Est: quatre (4), Amérique latine et Caraïbes: six (6), Europe de l'Ouest et autres pays contributeurs: onze(11). Parmi ces 41 Etats membres, 16

sont présents au Mali.

Pour cette deuxième rencontre des représentants des Etats membres du Conseil d'Administration d' ONU Femmes au Mali, dix (10) des seize (16) membres étaient présents dont, l'Ambassadeur d'Algérie (S.E. M. Boualem Chebihi), les Chargés d'Affaires d'Afrique du Sud (Mme. Nontshukuno B. Phama) et du Brésil (M. Vilmar Coutinho), le

Consul Honoraire du Togo (M. Mamadou Diakité), la Chef de la Coopération Espagnole (Mme. Ana de Lara Ruiz) et les représentants des Ambassades de Chine (M. Qian Xiaosong), du Danemark (Mme. Irene Hvass), du Sénégal (mme. Seye Lissoune N'Diaye), du Japon (Mme. Hitouri Ishida) et de l'USAID (Mme Tatia Miller).

L'objectif prinicipal visé par cette rencontre était de présenter et d'échanger sur le programme pays d'ONU Femmes au Mali en vue de bénéficier de l'accompagnement des États membres à travers leurs appuis, conseils et soutiens politiques à l'Organisation.

MALIMUSOW

Le déroulement de cette session du Conseil d'Administration a été marqué par les deux (2) présentations, faites par le Représentant Résident d'ONU Femmes Mali, l'une portant sur: Les Axes Stratégiques d'ONU Femme Mali; et l'autre sur: Le Rôle des Femmes dans la résolution du conflit malien.

Le Représentant Résident de ONU Femmes Mali a fait ressortir à travers sa présentation, que bien que des progrès considérables aient été faits à l'égard des Victimes du conflit armé, la violence s'est accentuée à l'égard des Femmes qui malheureusement ne sont pas représentées à hauteur de souhait dans le processus de Paix. Ainsi, le Représentant a fait un plaidoyer à l'endroit des participants, pour plus d'intégration de la dimension Genre dans les différentes instances de gestion de la Paix et de la réconciliation au Mali.

Aussi, les résultats d'une Etude réalisée par ONU Femmes sur l'implication des femmes dans le conflit armé au Nord du Mali ont été présentés. Plus de trois mille Femmes Combattantes ont pu ainsi être identifiées dans les services de renseignement des différents Groupes Armés. Même si, elles ne sont pas engagées sur le champ de bataille, l'influence des femmes sur les combattants demeure indéniable.

En plus des différentes présentations, les participants ont échangé sur des questions relatives aux VBG, à l'agriculture de subsistance, à l'accès des Femmes aux capitaux et aux liens de collaboration existant entre ONU Femmes et les Leaders religieux.

L'Ambassadeur d'Algérie, S.E. M.



« Les femmes maliennes doivent être patientes et persévérantes et voir les dividendes globaux de la paix ». L'Ambassadeur d'Algérie (à gauche) S.E. M. Boualem Chehibi lors de son intervention. *Crédits : ONU Femmes* 

Boualem Chebihi a dans son intervention, souligné la nécessité de la pédagogie dans la recherche pour l'Autonomisation de la Femme. Concernant. l'implication Femmes dans la mise en oeuvre de l'Accord pour la Paix, il a souligné qu'au delà de la question de parité à établir entre homme et femme en termes de participation au processus de paix, l'accent devrait plutôt se porter sur la finalité recherchée, l'épanouissement de la femme dans un Mali appaisé. En plus, l'Ambassadeur Chehibi a recommandé la mise en place de mécanismes permettant d'accroitre la visibilité de la Femme, et la poursuite de sensibilisation des protagonistes du conflit sur les questions de la promotion du Genre et la participation effective des femmes dans la gestion des conflits.

Mme Ana de Lara Ruiz de la Coopération Espagnole quant à elle a aussi souligné l'importance d'instaurer et d'entretenir un partenariat avec les Leaders religieux. Et a encouragé le soutien aux mou-

vements et organisations feminines de la société civile.

La problématique du renforcement des capacités des femmes au niveau local a été souligné par Mme Phama de l'Afrique du Sud : « Mettre des programmes c'est bien, mais il est encore meilleur d'aller plus vers les femmes »

Par ailleurs, le Représentant Résident de ONU Femmes a signalé que la paix ne saurait être durable sans la participation inclusive et effective des Femmes, et ce à tous les niveaux. De plus, vu le nombre considérable de femmes impliquées dans le conflit (tel que reporté par l'étude conduite par ONU Femmes), il serait souhaitable que celles-ci soient prises en compte dans le Processus de Démobilisation, de Désarmement et de Réintégration (DDR).

Le Représentant Résident d'ONU Femmes a indiqué que les Programmes de démobolisation ne devront pas exclusivement concerner les femmes physiquement

▶ ... lire la suite en page 32

## Femmes & Autonomisaton Économique

## Lancement du Programme IPAFE : Une Initiative visant à promouvoir l'Entreprenariat Féminin au Mali dans les Secteurs de l'Agroalimentaire, de la Pisciculture et des Mines

[Bamako, 31 mars 2016] ONU Femmes Mali, en partenariat avec le Groupe KLEDU et la Société SAER, a procédé au lancement officiel de son programme IPAFE - Initiative pour la Promotion et l'Appui à l'Entreprenariat Féminin visant à impulser l'émergence des Femmes Entrepreneures au Mali. IPAFE est une initiative financée entièrement par le secteur privé malien en l'occurence le Groupe KLEDU qui était représenté à l'occasion par Mme Coulibaly Madina Tall et la Société SAER représentée par Mr Souleymane Sidibé. Il portera sur deux ans (2016 - 2017) et touchera plus de six mille (6000) bénéficiaires directes.



Une vue du présidium lors de la cérémonie de lancement. Crédits : Zan FOMBA, ONU Femmes

nitiative pour la promotion et l'appui à l'entreprenariat féminin (IPAFE) sera mis en œuvre à travers un vaste programme de renforcement des capacités des Femmes entrepreneurs, des organisations faîtières et autres partenaires. Le Programme vise également à attirer d'autres Partenaires du Secteur privé désireux à même de financer les initiatives d'ONU Femmes en matière d'appui à l'entreprenariat féminin.

La cérémonie de lancement a enregistré la présence du Ministre de la Promotion de l'Investissement et du Secteur Privé (M. Konimba SI-DIBE); Mme Mbaranga Gasarabwe - Coordinatrice Résidente des Nations Unies au Mali; la Représentante résidente de la Banque Africaine de Développement (BAD) - Mme Ngarnim Ganga Helene; Le Secrétaire Général du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (M. Mohamed Attaher Maiga) et du Représentant Résidant d'ONU Femmes au Mali Dr Maxime Houinato.

Le Ministre SIDIBE, lors de son intervention, a salué l'engagement pionier du Groupe KLEDU et de la société SAER qui ont répondu favorablement à l'appel de ONU Femmes en octroyant une enveloppe globale d'un montant d'environ sept cent cinquante (750) millions de FCFA, destiné à appuyer les femmes entrepreneures du Mali dans trois secteurs : la transformation agro-alimentaire, la pisciculture et les mines. Selon Mr Sidibé, des initiatives telles que IPAFE aideront la Femme Malienne entrepreneure, à jouer pleinement sa partition dans l'émergence du Mali, et devenir une actrice clé et incontournable du développement économique du pays à travers sa contribution au PIB national.

Pour sa part, Madame COULIBA-LY Madina TALL du Groupe Kledu s'est félicitée d'accompagner ONU Femmes dans la mise en œuvre du projet IPAFE qu'elle a jugé très prometteur pour les femmes entrepreneures opérant dans le domaine de la transformation des produits agricoles. Pour Mme. COULIBALY: « Le Groupe KLEDU a décidé d'accompagner ONU Femmes afin de lutter contre l'assistanat et les subventions stériles des femmes du Mali souvent prônés par certaines organisations... Par cet acte, le Groupe KLEDU tient à participer à l'émergence de petites entreprises de transformation de produits agricoles, filière dans laquelle les femmes excellent ».

Quant à M. Souleymane SIDIBE représentant la SAER, il a réaffirmé l'engagement de sa Société à : « soutenir ONU Femme pour que d'ici l'an 2030 l'égalité 50/50 des sexes soit une réalité au Mali ». Il a par ailleurs affirmé l'honneur pour la SAER de contribuer au financement du programme IPAFE, qui permettra à des groupements de femmes de pouvoir réaliser leurs projets être autonomes et aspirer ainsi à une indépendance financière.

En conclusion de son intervention Mr Sidibé à réaffirmer que: « *c'est* 



Intervention de la Représentante de AFEMINE - Bénéficiaire du programme IPAFE (Mme Engèle Anna DOUCOURET). *Crédits : Zan FOMBA, ONU Femmes* 

à juste titre que la SAER s'engage aux côtés d'ONU Femmes, convaincue de sa noble mission de promotion à l'endroit de l'entreprenariat féminin ». Aussi a-t-il déclaré que leur engagement allait au-delà du financement de programme, mais aussi au sein de leur entreprise où les femmes occupent plusieurs postes de rsponsabilité.

Dr Maxime HOUINATO, Représentant Résident d'ONU Femmes Mali, a relevé, qu'en ce mois de mars, mois de commémoration des Droits des femmes et de leur

autonomisation, cette cérémonie de lancement porte toute sa symbolique. Il a rappelé le thème sous lequel, la journée du 8 Mars avait été célébrée cette année au Mali à savoir : «Égalité, Genre et Autonomisation de la femme». Selon Dr HOUINATO: « Nous ne saurions aspirer à une société égalitaire sans une vraie autonomisation de la femme, et à l'absence d'instruments forts de promotion du Genre, d'appuis et d'initiatives de renforcement des capacités des femmes, toutes tentatives d'opportunité d'égalité et d'autonomisation de la Femmes seront vaines».

Par ailleurs, il a souligné qu'en dépit de nombreux efforts consentis, les contributions des femmes bien que non négligeables au développement économique du pays, restent encore sous évaluées et non pris en compte dans les indicateurs macroéconomiques. Se référant à des études de la Banque Mondiale, il a révélé que 73,5% des entreprises privées féminines exercent dans l'informel et que les femmes représenteraient



Remise symbolique du chèque de la société SAER. Crédits : M. SIDIBE, ONU Femmes

# MALIMUSOW

## La Résolution 1325 : Un outil incontournable pour garantir la participation des femmes à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali



Une vue du présidium avec S.E. Eva Emnéus Ambassadeur du Royaume de la Suède au Mali lorsde son intervention.

Crédits: ONU Femmes

u cours de l'année 2015, le Mali a adopté, sous le parrainage du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, son deuxième Pan d'Action National pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 aucours la période 2015-2017.

Adopté avec la signature de l'Accord pour la Paix issue du processus d'Alger, le Plan d'Action National de mise en œuvre de la Résolution 1325 s'y identifie en accordant une priorité à la participation des femmes dans le processus de Paix. Plusieurs actions de plaidoyers ont ainsi été organisées en faveur de la mise en œuvre de cette résolution qui prône la participation des femmes, les hissant au même pied d'égalité que les hommes à toutes les étapes du processus de paix.

Du 12 au 14 Janvier 2016, les principaux acteurs concernés se sont réunis au Centre Aoua Keita de Bamako pour élaborer le plan d'action de l'année 2016.

A l'issue de cette rencontre, Mme Sangaré Oumou Bah, Ministre de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a procédé au lancement officiel du plan d'action triennal, en présence de plusieurs membres du Gouvernement, des partenaires techniques et financiers ainsi que des représentants de la société civile.

Tel que recommandé par les participants, lors de la tenue de l'atelier de planification, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille en partenariat avec ONU Femmes a organisé une rencontre des partenaires techniques et financiers en vue de la mobilisation de ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan d'action, qui s'élève à un montant de dix (10) à dix millions de dollars.

Par ailleurs , au courant du mois de janvier de l'année 2016 , la MINUSMA , à organiser une journée «Portes Ouvertes sur la Résolution 1325», créant ainsi un cadre d'expression et un espace d'échanges entre les cadres des Nations unies en charge de cette question et les représentantes des femmes et des jeunes filles afin de leur permettre d'exprimer leurs doléances sur la mise en application de la Résolution 1325 dans le processus de mise en œuvre de l'accord de paix et de consolidation de la paix.

Ces différentes actions s'inscrivent dans le cadre d'un programme financé par le Fonds pour la Consolidation de la Paix au Mali (PBF) et mis en œuvre conjointement par ONU Femmes, l'UNFPA et la MINUSMA.



Une vue de la salle. Crédits : ONU Femmes

## Table Ronde des bailleurs de Fonds sur le Méchanisme de Financement du PAN-R1325 (Plan d'Action National de la Résolution 1325 au Mali)





[Bamako le 04 Février 2016] La salle de réunion du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille a servi de cadre pour abriter la Table Ronde des bailleurs de fonds pour une présentation du méchanisme de fonctionnement et de financement du PAN-R1325, susciter des échanges afin d'obtenir le soutien des partenaires bilatéraux. Madame Sangare Oumou BA, Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, a participé aux débats et échanges aux côté du Représentant Résident de ONU Femmes, le Dr Maxime Houinato. De nombreux chefs d'agence du système des Nations Unies étaient présents à cette occasion dont ceux de l'UNFPA, l'OIM et le PNUD, ainsi que les représentantes des sections Genre et Protection de la Femme de la MINUSMA. Avec un budget de 20 Millions USD, le PAN-R1325 ambitionne de toucher plus de 3 Millions de femmes au Mali pendant les trois ans de sa mise en oeuvre (2015

e nombreux bailleurs de fonds ont répondu présent à l'invitation de Madame Sangare Oumou Ba dont les représentants de la France, des Royaume du Danemark, de la Suède, de la Belgique, des Pays Bas et de l'Espagne. Les échanges ont portés essentiellement sur les 4 (quatre) axes prioritaires (Prévention des conflits et des violences basées sur le genre liées aux conflits armés, Protection et Réhabilitation des survivants(es), Participation et Représentation, Promotion du genre et de l'autonomisation de la Femme ) du PAN ainsi que son méchanisme de coordianation dont ONU Femmes appuyera la gestion. La proposition de la mise en place d'un Fonds Commun (Basket Fund) dénommé Agenda 1325 a été présenté par le Représentant de ONU Femmes. Madame le Ministe Sangare Oumou Ba a saisi cette occasion pour faire un fort plaidoyer à l'intention des bailleurs de fonds pour solliciter leur soutien à ce Plan ainsi qu'aux initiatives du Gouvernement en faveur de l'Autonomisation Économique de la femme notamment au Fonds d'Appui à l'Autonomisation Économique de la Femme et à l'Épanouissement de l'Énfant (FAFE). Les bailleurs de fonds ont communément salué l'initiative de la rencontre tout en souhaitant l'approfondissement des échanges autour du méchanisme de coordination et particulièrement sur les aspects de synergie d'action entre les différents acteurs intervenant sur la problématique Femmes - Paix et Sécurité ainsi que les méchanismes de suivi et d'évaluation.

### **■ ONU Femmes Actu** Quoi de neuf sur le plan national ?



2<sup>ème</sup> Journée Nationale «Portes Ouvertes» sur la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le 29 Janvier 2016, ONU Femmes a participé à la 2<sup>ème</sup> édition de la journée «Portes Ouvertes» sur la SCR1325 organisée par la MINUSMA, en présence du Représentant Spécial Adjoint du Sécrétaire Général des N.U. en charge du volet politique de la MINUSMA (Mr Koen Davidse). Ces journées ont permis de vulgariser la Résolution et recenser les priorités des femmes maliennes dans la mise en oeuvre du processus de Paix.

## Femmes & Autonomisaton Économique

### Entretien avec l'Agence Belge de Développement ( )



Dans le cadre du recensement des activités de ses partenaires sur l'intégration du Genre dans les Programmes de développement, ONU Femmes est allée à la rencontre de l'Agence Belge de Développement (CTB) pour s'enquérir davantage sur leurs interventions dans le domaine de la promotion de la femme au Mali. Intégralité de l'interview que M. Bart Uyttendaele, Représentant Résident de l'Agence a bien voulu accorder à Mali Musow.



Une jeune fille collectant les données. Crédits: PRODEZEM

Mali-Musow: Pourriez-vous nous entretenir sur les activités principales menées par l'agence dans le cadre de la promotion du Genre et de l'égalité des sexes au Mali?

M.Bart Uyttendaele: L'agence (CTB) intervient dans plusieurs domaines intégrant le « Genre » mais n'a ni une position stratégique, ni une politique en la matière vu la transversalité de la question. A cet effet, nous ne disposons pas de budget spécifique alloué au Genre. Cependant, toutes nos interventions dans les différentes régions du Mali intègrent le Genre. Grâce à la coopération bilatérale entre la CTB et le Gouvernement Malien, nous appuyons non seulement le Gouvernement mais travaillons aussi sur le terrain en partenariat avec des institutions telles que ONU Femmes, ainsi que des ONG nationales.

Dans la région de Sikasso par exemple, le projet PRODEFA (Projet d'Appui à l'Aquaculture à Sikasso) appuie l'autonomisation économique de la femme dans le domaine de l'aquaculture. Ainsi, nous avons initié la construction du marché de poissons de Sikasso avec l'association des femmes de la localité qui était impliquée dans le projet et qui en est le partenaire principal et responsable de la gestion du marché. La CTB a depuis quelques mois introduit la culture hors-sol de poisson dans des bacs à domicile. Ces techniques de travail donnent des opportunités aux femmes, puisque n'ayant pas besoin de disposer de terre pour exercer leurs activités. Ces activités peuvent s'exercer à proximité des lieux d'habitation; d'un point de vu nutritionnel, la pisciculture permet d'être régulièrement approvisionné en poissons. Les femmes y accèdent facilement et pourront vendre le produit sur le marché. Les avantages en sont multiples : pas besoin de disposer de terre, possibilité de mener l'activité à proximité du domicile, disponibilité de nourriture pour la famille. Donc cette méthodologie est bien favorable aux femmes et la CTB souhaite développer plus d'activités de ce type.

Dans la région de Koulikoro, nous travaillons sur un programme de déconcentration/décentralisation, de sécurité alimentaire, de renforcement des capacités, d'élevage et de citoyenneté. Nous avons appuyé les communautés à travers l'établissement des documents d'état civil. A ce sujet, les actes de mariage, de naissance ou de décès sont importants pour les femmes afin qu'elles puissent justifier et jouir pleinement de leurs droits. Ces interventions ont eu un impact significatif sur la place des femmes au sein de la société.

il a été constaté, pour la mise en œuvre du projet d'élevage de Nara, que la présence des femmes dans l'agriculture et l'élevage a évolué. En 2015, il a été estimé que 12% des troupeaux sélectionnés appartenaient à des femmes. Elles sont des acteurs économiques à part entière. Avec ce constat, la CTB a initié des activités spécifiquement dédiées pour appuyer les femmes. Car au début du projet, il faut reconnaitre que l'appui était plutôt destiné aux hommes.

La CTB mène des actions de plaidoyer au niveau institutionnel en faveur du Genre toutes les fois que cela est nécessaire. Certes, il reste beaucoup à faire. Dans le nouveau programme de coopération de la CTB au Mali, il est prévu de mener des activités en faveur du Genre avec un budget plus conséquent.

Il s'agira d'élaborer des programmes de développement qui vont prendre en compte les besoins réels et actuels des populations et qui pourront être mis en œuvre de façon efficace et adaptée sur le terrain. En effet, on constate que la situation de la femme malienne aujourd'hui a changé. De plus en plus de femmes se prennent en main et exercent des activités génératrices de revenus, ce qui veut dire que plus de femmes participent aux dépenses dans leur ménage. La CTB en tant que partenaire au développement tient compte de l'évolution de la situation et l'intègre dans ses programmes de coopération.

Dans son nouveau programme, des composantes seront réservées aux femmes, incluant les aspects «genre» là où il le faut dans les projets et interventions.

## Mali-Musow : Sur quelles thématiques intervenez-vous en plus de celle du « Genre » ?

M.Bart Uyttendaele: En plus de l'intégration du Genre dans les programmes, nous intervenons dans plusieurs autres domaines. Prioritairement dans l'économie inclusive, l'agenda numérique, et l'environnement. Comment utiliser les nouvelles technologies pour être plus efficace dans le travail et donc avoir plus d'impact. Mais, nous menons aussi des programmes de gouvernance, de renforcement des capacités, d'élevage et de sécurité alimentaire (économie inclusive et genre).

Mali-Musow : Quelles sont les difficultés que vous rencontrez ?

M.Bart Uyttendaele : Quand on travaille sur le genre, cela signifie que l'on travaille sur le changement de mentalités et de comportements. Alors, on rencontre des problèmes liés à l'approche du changement. On rencontre des résistances, il faut avoir des contacts avec certains interlocuteurs pour véhiculer un message. On doit tenir compte de certains aspects spécifiques pour in-

troduire les changements. C'est l'acceptation du changement qui est le facteur déterminant de la difficulté de la mise en œuvre d'un projet. La résistance au changement peut être prise en compte mais c'est surtout comment faire le changement qui est problématique. S'il y a résistance au changement c'est que la préparation du projet n'a pas pris en compte certains aspects. Le travail de développement n'est pas que technique, mais c'est un travail de changement de mentalité. Il faut noter aussi que le facteur temps est important. Il faut de la patience et du temps pour mettre en œuvre un programme, le changement de mentalité prend beaucoup de temps, cela ne dépend pas de la durée de réalisation d'un projet. C'est un processus à long terme, il faut une ouverture d'esprit des personnes qui font les programmes, il faut être à l'écoute des populations.

#### Mali-Musow : Quelles sont les succès et réalisations phares que vous retenez le plus ?

M.Bart Uyttendaele: Nous ne pouvons pas parler de succès phares étant donné la nature de nos programmes qui sont d'ordre à accompagner le développement et le bien des populations maliennes. Le succès pour nous c'est donc celui des femmes et des hommes du Mali. Ceci dit, il y a eu des avancées et des lignes qui ont bougé particulièrement au niveau de l'appui pour la formation sur la citoyenneté

avec l'établissement des états civils, mais il reste encore beaucoup à faire. Il faudra rester humble, se focaliser et continuer à travailler avec les populations en particulier au niveau décentralisé et local.

## Mali-Musow : Des perspectives à l'horizon ?

M.Bart Uyttendaele: C'est la nouvelle programmation qui est importante actuellement pour le CTB. Il y a des choses spécifiques à faire et il faut allouer une partie du budget sur ces activités spécifiques dont le Genre.

Mali-Musow: Quelles sont les leçons apprises que vous souhaitez partager avec nous? Votre mot de la fin.

M.Bart Uyttendaele: Il faut rester réaliste, il y a des réticences et des contraintes face au changement. Il y a du travail à abattre pour changer la mentalité des hommes vis-àvis des femmes, mais nous devons y parvenir. Les femmes elles-mêmes. doivent s'y impliquer, compte tenu de leur responsabilité et du rôle important à jouer dans leur promotion et leur autonomisation.

J'invite donc les femmes et filles du Mali à continuer à s'engager pour qu'ensemble nous puissions assurer leur pleine et entière participation à l'édification d'un Mali de post crise égalitaire, pacifique et émergent.

Article rédigé avec les contributions de Mamadou Sidibé. Stagiaires Communication & Partenariats ONU Femmes





Femmes transformatrices de lait. Crédits: PRODEZEM

### **Femmes & Participation Politique**

## Impacts Attendus de la Loi pour la promotion du Genre et la Représentativité des Femmes aux Prochaines Élections au Mali

L'adoption de la loi sur la promotion du genre en novembre 2015, puis sa promulgation au mois de décembre de la même année, aura incontestablement un impact positif sur la représentation politique et administrative des femmes au sein des institutions et corps administratifs de l'état, réduisant ainsi de manière significative les inégalités existantes.

n effet, avec l'obtention d'un taux de 30% de représentation des femmes aux postes de décision, aussi bien électifs que nominatifs; nul ne doute que la femme malienne verra conforter son statut et son leadership.

La mise en vigueur de cette loi, à travers son application rigoureuse, permettra de faire passer le taux de représentation actuelle des femmes dans les institutions électives de 8,66% à 30%, soit environ trois mille (3000) femmes élues de plus. Ce qui serait, indéniablement une avancée remarquable en matière de gouvernance démocratique au Mali.

A cet égard, le report des élections régionales et communales du mois d'octobre 2015, constitue une grande opportunité pour les femmes qui seraient ainsi en mesure de mieux s'armer pour pouvoir affronter dans de bien meilleures conditions les prochaines échéances électorales.

Cependant, il importe à présent de réfléchir aux voies et moyens à mettre en place ainsi qu'au dispositif d'accompagnement du processus dans le cadre des échéances électives prochaines. Quel est l'état actuel de la représentation des femmes au sein des instances nominatives et électives (députées, maires, conseillères régionales et communales) ?

Partant d'un état de lieux, nous pouvons envisager, l'impact que pourrait avoir l'application de la loi sur le genre sur la représentation des femmes.

Le Mali compte 55 circonscriptions électorales (législatives) reparties ainsi qu'il suit :

Dix (10) circonscriptions électorales comportant un (1) siège,

Vingt (20) circonscriptions électorales comportant deux (2) sièges,

Quinze (15) circonscriptions électorales comportant trois (3) sièges,

Quatre (4) circonscriptions électorales comportant quatre (4) sièges,

Deux (2) circonscriptions électorales cinq (5) sièges,

Une (1) circonscription électorale comportant six (6) sièges,

Trois (3) circonscriptions comportant sept (7) sièges.

## Au niveau de l'Assemblée Nationale :

Dans les dix (10) circonscriptions d'un (1) siège où la loi ne s'appliquera pas, et les vingt(20) circonscriptions de deux (2) sièges, les femmes n'occupent actuellement que cinq (5) sièges sur les cinquante (50) sièges à attribuer soit 10% du quota. L'enjeu en 2018, date des prochaines élections législatives, sera de parvenir à atteindre le double sinon le triple de ce quota.

Sur les quinze (15) circonscriptions de trois (3) sièges, soit (45) sièges à pourvoir, les femmes n'occupent que cinq (5) sièges, soient 11%; Sur les quatre (4) circonscriptions

de quatre (4) sièges seuls deux (2) sièges sur les seize (16) à repartir sont occupés par les femmes ;

Sur l'unique circonscription à comporter six (6) sièges, aucun des sièges n'est occupé par une femme ;

Sur les deux (2) circonscriptions à comporter cinq (5) sièges, zéro femme élue sur les dix (10) dans le cercle de Kayes et de Dioïla;

Sur les 21 députés élus des trois (3) circonscriptions comportant sept (7) sièges, deux femmes ont été élues à Sikasso et à Ségou;

La circonscription de Kati ne compte aucune femme parmi les sept députés.

Avec l'application de la loi accordant 30% aux femmes sur le quota général, ces données changeront quantitativement pour tendre vers le nombre de femmes représentées à trente-huit (38) soit 25,85%.

#### Au niveau des communes :

Le Mali compte 342 communes, composées chacune de onze (11) conseillers (ères) soit un nombre de 3762 conseillers (ères) au total. Depuis 2009, année des dernières élections communales, les communes ne comptent que seulement 247 conseillères, soit 6,57%; avec l'application de la loi des 30%, le quota des femmes représentées devrait pouvoir passer de 684 à 1026 élues.

Notons que sur l'ensemble de ces communes, 184 n'ont pas de femmes élues.

235 Communes de 17 conseillers représentant un total de 3995 conseillers (ères)s ; parmi elles on ne dénombre que 308 conseillères soit un taux de 7,71%.

Les Communes composées de 23 conseillers (ères) totalisent 2323 sièges avec seulement 228 conseillères soit un taux de 9,81%, avec des inégalités notoires selon les régions.

Les Communes de Siribala et Kéniéba sont les seules communes composées de vingt-trois (23) conseillers(ères) qui atteignent le taux de 30% de femmes élues, soit sept (7) siégeant au conseil communal;

Kaladougou (Dioila) et Wassoulou Ballé (Yanfolila) ont atteint un taux de 26% (avec 6 élues), Kidal, Sankoroba, Markala et Pélegana ont atteint un taux de 21% (avec 5 élues).

Dans les six (6) Communes de 29 conseillers (ères), les femmes semblent mieux loties avec une moyenne de 16% de taux de représentation, dont le plus fort taux de représentation a été atteint dans la commune de Niono avec 27% et le plus faible taux, dans la commune de Gao avec un pourcentage atteint de 6,9%.

Dans les quatre (4) Communes de 33 conseillers (ères), un taux de 20,5% est atteint, soit 27 femmes élues sur un total de 132 élus, avec le meilleur taux enregistré à Koutiala et Ségou (9 sur 33 élus), soit un taux de 27,33%.

Mopti enregistre le plus faible score avec seulement trois (3) femmes sur 33 élus, soit un taux 9%.

Les Communes de 36 conseillers(ères) et plus, au nombre de sept (7), que constitue les communes de Sikasso avec 41 conseillers et les six communes de Bamako de 37 à 45 conseillers. Si l'ensemble enregistre un taux de 16% de femmes élues, les meilleurs scores sont ceux enregistrés en commune II avec 9 femmes sur 37 élus soit un taux de 24,32%, précédant la commune IV avec un taux de 17%, la commune VI avec un taux de 15,56% et Sikasso avec un taux de 14,63% puis suivent respectivement dans l'ordre les communes III, I et V.

L'analyse en termes de postes occupés par les femmes au sein des bureaux des conseils communaux reflète un sombre tableau ne présentant que de faibles pour centages de représentation ainsi qu'il suit :

1,54% des maires,

2,87% des premières adjointes aux maires,

**5,17%** des deuxièmes adjointes aux maires,

8,83% des troisièmes adjointes aux maires.

Sur l'ensemble du territoire, les dix (10) femmes élues ne représentent qu'un pourcentage de 1,43% des maires élus. Les régions de Kayes et Mopti compte respectivement trois femmes maires suivies de celle de Ségou avec deux (2) maires ; de Sikasso et Bamako (1) une chacune.

Dans la région de Kayes, on peut citer :

Mme Diallo Assa Mady, élue dans la Commune de Khaloum;

Mme Diawara Kady, élue dans la Commune du Sahel (Kayes);

Mme Diallo Oumou élue dans la Commune de Nioro (Tougoumé Rangab).

Feu Salimata Dembélé, élue dans la Commune de Yognogo (Koutiala), unique femme élue maire de Sikasso qui n'a malheureusement pu faire son mandat suite à son assassinat (paix à son âme).

Dans la région de Ségou, on peut citer :

Mme Diawara Awa élue dans la Commune de Bouky Were (cercle de Macina)

Mme Bamba Mamou élu dans la Commune de Pelengana, (cercle de Ségou).

Les trois femmes élues maires dans la région de Mopti sont :

Mme Diawara Kadidia élue à Dandougou Fakala (seule femme siégeant dans un conseil communal de onze (11) membres);

Mme Binta Togo de Dougoutènè élue dans le cercle de Koro et Mme Dembélé Oumou élue dans la commune de Kounary, sont toutes deux femmes siégeant dans un conseil communal de 17 membres;

Mme Doumbia Fatoumata Conté, maire de la commune I de Bamako dirigeant un conseil de trenteneuf (39) conseillers dont six (6) femmes.

Les bureaux communaux des 695 communes du Mali comptent vingt (20) premières adjointes, trentesix (36) deuxièmes adjointes et soixante (60) troisièmes adjointes.



Article rédigé par Mr. Zan Fomba Chargé de Programme Gouvernance et Élection ONU Femmes Mali

## Agenda 2030 : Objectifs de Développement Durable

### L'AGENDA 2030 lancé par le Gouvernement du Mali

[Bamako, le 05 Février 2016] La Salle Balla Moussa Keita du Centre international de Conférence de Bamako (CICB) a servi de cadre pour le lancement officiel par le Gouvernement malien de l'AGENDA 2030 du Mali. Cette initiative du Gouvernement du Mali, pilotée par le Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de l'Intégration Africaine et celui de l'Economie et des Finances; a vu la participation de tous les acteurs au développement; notamment le Chef de la MINUSMA, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, S.E. Mr. Mahamat Saleh ANNADIF et de son adjointe, la Coordinatrice Résidente Humanitaire, S.E. Mme Mbaranga Gasarabwé ; les Chefs des Agences du Système des Nations Unies au Mali, les Représentants des Missions Diplomatiques au Mali, les acteurs de la Société Civile, plusieurs autres membres du Gouvernement et hauts cadres de l'Administration malienne dont le Coordinateur de la Cellule technique du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCRP), Mr. Mamadou Zibo Maiga.



Une vue du présidium. Crédits: MINUSMA

l'instar des autres pays, le Gouvernement du Mali, à travers le Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et de l'Intégration Africaine, S.E. Mr. Abdoulaye Oumar Diop, a procédé au lancement solennel de l'AGENDA 2030; ceci en vue d'assurer une bonne synergie d'actions de toutes les parties prenantes et l'atteinte des Objectifs de Développement Durables (ODD) au Mali. Une vision que le Ministre des Finances le Dr. Boubou Cissé appuiera en ces termes: «l'AGENDA 2030 est la nouvelle feuille de route qui va être la notre jusqu'en 2030... le Mali a pris une part active dans le difficile processus d'élaboration et de négociation et a également fait siens les 17 objectifs définis au plan mondial, comme ceux définis au niveau continental». Déclaration qui sera appuyée par les différents

intervenants à la cérémonie, qui ont tous tenu à saluer l'engagement du Gouvernement du Mali pour la mise en œuvre des ODD, en particulier à travers sa participation récente à la Mission d'évaluation conjointe au Nord du Mali (MIEC) et l'adoption du Credd 2016-2018) (Cadre stratégique pour la relance économique) issue de la revue d'adaptation du CSCRP 2014-2017 (Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté) pour une intégration et harmonisation avec les ODD.

Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali), S.E. Mr. ANNADIF, réitéra le soutien de la MINUSMA a accompagné le Gouvernement dans la mise en œuvre des ODD. « Malgré la situation difficile au Mali, les choses marchent et avancent, la vie continue » dira-t-il avant d'ajouter que le Système des Nations Unies s'assurera que le lancement ne soit pas une cérémonie sans lendemain. Aussi, il invitera ses collègues des Nations Unies à accompagner le Mali et « ne pas être bloqué par les lourdeurs administratives » avant de terminer ses propos en ces mots : « Tout est prioritaire au Mali, nous serons aux côtés de nos frères et sœurs du Mali et ferons en sorte que tout ce que nous faisons soit un succès ».

Quant au Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération Internationale et de l'Intégration Africaine S.E. Mr. A. O. Diop annoncera dans son allocution solennelle du lancement, qu'il s'agit d': « Une cérémonie symbolique mais très significative pour les maliennes et maliens... ». L'AGENDA 2030 privilégie la personne et la dignité humaine, c'est un processus inclu-Le Chef de la MINUSMA (la Mission | sif qui ne laissera personne pour

« les ODD sont plus ambitieux que les OMD ; car ils prévoient d'éradiquer la pauvreté, alors que les OMD visaient la réduction ... en plus les ODD ciblent tous les pays, les OMD étaient plus pour les pays pauvres; plus restrictifs que les ODD » Mamadou Zibo Maiga, Coordinateur de la Cellule technique du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)

compte. Cependant, à l'image de la Coordinatrice Résidente Humanitaire, il insista également sur la nécessité d'approches différentes, le besoin de prendre en compte les préoccupations de sécurité, de développement mais aussi d'environnement pour les pays du Sahel particulièrement.

Rappelons que c'est en septembre 2015, suite à l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui avaient été adoptés en 2000 ; que les 193 Etats membres des Nations Unies ont adopté à l'unanimité un nouvel Agenda de développement dénommé AGENDA 2030. Ce nouveau calendrier mondial se veut un instrument stratégique de planning pour assurer un développement durable et harmonieux à l'ensemble des communautés. Il est décliné en dix-sept (17) Objectifs spécifiques mais interconnectés dont la mise en œuvre permettra d'éradiquer la pauvreté dans le monde.



« Il revient à chaque Gouvernement, à chaque pays de décortiquer ces cibles et adapter leur mise en œuvre. En procédant au lancement des ODD ce matin, le Mali franchit une première étape importante dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et entre dans le cercle restreint des pays africains qui ont déjà effectué cet exercice. C'est donc un honneur et aussi un plaisir pour moi de féliciter le gouvernement malien pour s'être prêté à cet exercice» S.E. Mme Mbaranga Gasarabwé ; Coordinatrice Résidente Humanitaire ; Adjointe au Représentant Spéciale du Sécrétaire Général des Nation Unies.

### Les 17 Objectifs de Développement Durable





































## Journée Internationale de la Femme

## Célébration de la Journée Internationale de la Femme: les plus hautes autorités du Mali montrent la voie vers un Mali 50-50 avant 2030

A l'instar des autres pays du monde, les maliennes et maliens ont commémoré l'Edition 2016 de la Journée Internationale des Droits de la Femme (JIF), la 21ème édition a été célébrée au Mali sous le thème : « Egalité, Genre et Autonomisation de la Femme ». Des festivités ont été organisées à travers le pays mais l'événement phare fut celui tenu, dans la salle Bazoumana Sissoko de 3300 places, du Palais de la Culture Amadou Hampaté BÂ de Bamako; salle qui fut comble ce jour. Cet événement a enregistré la présence des plus hautes autorités du Mali notamment celle du Président de la République, accompagné de son épouse, Mme KEITA Aminata MAIGA, le Président de l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre ainsi que l'ensemble des membres du Gouvernement, les représentants des différentes institutions internationales et partenaires techniques et financiers de la République du Mali, qui ont eu à se mobiliser, pour démontrer leur engagement en faveur des femmes maliennes; sorties en masse sous le leadership de Madame SANGARE Oumou BA, Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, .



« Pour moi, le 8 Mars est une date témoin. Ce n'est pas du folklore. Non. C'est la réflexion sur les valeurs profondes, sur l'être féminin, qui ne saurait jamais être péjoratif sauf pour les ignares, sauf pour des gens obscurantistes. Nous ne souhaitons pas que ce soit le cas de notre population. Et sachant donc le rôle que la femme a joué dans l'histoire mondiale, vous comprendrez que je sois très sensible à cette question-là. Nous devons rester modeste et rendre à la femme ce qui lui est dû ». S.E. Ibrahim Keita - Président de la République du Mali à l'occasion de la Célébration de la Journée Internationale de la Femme

NU Femmes, organe mondial de coordination des questions liées à l'Autonomisation des femmes et l'Egalité des Sexes, Partenaire stratégique du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille du Maliétait aux côtés du Gouvernement et tous ses services décentralisés pour la bonne réussite de cette 21ème Edition de la JIF au Mali, et

ce à toutes les étapes du processus de la planification, la préparation à l'animation des différentes festivités commémoratives. C'est ainsi qu'avec le soutien de la MINUSMA, des agences onusiennes tels que l'UNFPA, l'UNMAS et de nombreux partenaires financiers, comme les Royaumes de Suède, des Pays Bas et de l'Espagne, ONU Femmes a pu accompagner plusieurs initiatives

dans les communes de Bamako mais également à travers les régions, célébrées sous le thème national retenu pour l'Edition 2016.

A Bamako, la cérémonie officielle a été un succès au cours de laquelle de forts messages de plaidoyers et d'hommages spéciaux ont été prononcés à l'endroit de femmes pionnières du mouvement féministes et des messages de reconnaissance à certaines femmes émergentes, leaders, activistes et entrepreneures, accompagnés d'intermèdes musicaux. Il se tenait, concomitamment dans la cour du Palais de la Culture, des stands d'expositions exhibant des produits fabriqués en particulier par des femmes rurales bénéficiaires du programme conjoint ONU FEMMES / FAO sur les Energies

« On parle beaucoup de la promotion des femmes, mais pour moi c'est une simple question de justice. Je l'ai toujours dit, c'est ma conviction la plus profonde, les femmes n'ont pas besoin de pitié. Elles ne demandent pas la pitié. Elles veulent l'égalité, elles veulent la justice et l'équité ... Je veux simplement que les choses soient dans l'ordre et telles qu'elles doivent être. Il s'agit de justice...» S.E. Ibrahim Keita -Président de la République du Mali à l'occasion de la Célébration de la Journée Internationale de la Femme

renouvelables. Les moments forts de la journée ont porté sur les engagements politiques et financiers des plus hautes autorités du Mali. à travers l'octroi d'un montant d'un milliard de Francs CFA par le Chef de l'Etat en faveur du Fonds FAFE (Fonds pour l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant) et la Signature d'une Charte d'Engagement pour l'AGENDA 1325, un Mali 50:50 d'ici l'horizon 2030. En plus du don du Chef de l'Etat, la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), remit à son tour un chèque de 58 millions de FCFA au Ministre de la Promotion de la Femme. Celle-ci a aussi vu ses efforts salués par ONU FEMMES, à travers l'attribution d'un masque « CIWARA » symbolique forte que le Représentant de ONU Femmes, Dr. Maxime Houinato, caractérisa en ces termes : « Reconnaitre le



Interview du Président de la République. Crédits: Clarisse NJIKAM, UNESCO

meilleur agriculteur, dans notre cas la meilleure productrice, celle qui a su faire preuve de bravoure et d'abnégation pour le bénéfice en faveur de toute la communauté, pour une excellente moisson. Un travail laborieux qui a porté ses fruits ».

En plus de l'intervention du Représentant Résident d'ONU Femmes, les autres interventions faites au cours de la cérémonie officielle ont été celles : du Maire de la Commune V, qui a souhaité la bienvenue au public tout en rappelant les rôles historiques joués par les femmes dans l'édification des nations africaines. Son intervention fut suivie de celle de Mme Oumou Touré, Présidente de la Coordination des Associations de Femmes et ONG du Mali (CAFO) – appelant à plus de représentation et de participation des femmes dans les instances de prise de décisions, gage d'un développement durable. Elle remercia les hautes autorités et membres du Parlement pour le vote de la Loi pour la Promotion du Genre et appelle à une représentation minimale de 30 % de femmes dans des fonctions électives et nominatives avant de conclure et exhorta les femmes à demeurer engagées pour leur épanouissement personnel.

L'intervention de la présidente de la

CAFO, a été suivie par le Dr. Houinato d'ONU Femmes précédant l'allocution du Représentant Spécial du Secrétaire Générale des Nations Unies, Chef de la MINUSMA – Son Excellence Mr. Mahamet Saleh ANNADIF, à travers laquelle, fut livré le message du Secrétaire Général des N.U. à l'occasion de la Journée de la Femme. La dernière allocution fut celle de la Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Madame Sangaré Oumou BA, Madame le Ministre qui à son tour a salué, l'engagement permanent des

« ... Un milliard, c'est un minimum dans ce cadre-là. Ca va permettre aux femmes de soumettre des projets générateurs de revenus. C'est de ça qu'il s'agit, pour qu'elles soient autonomes économiquement, financièrement et cela participe non seulement à l'équilibre familial, à l'épanouissement de la famille mais aussi au recul de la pauvreté dans le pays. Les choses sont liées... Donc, pour la femme qui est le pilier de la famille, surtout au Mali, un tel investissement est porteur, est d'intérêt avéré pour le pays, l'ensemble du pays» S.E. Ibrahim Keita - Président de la République du Mali

### Journée Internationale de la Femme

## Célébration de la Journée Internationale de la Femme: les plus hautes autorités du Mali montrent la voie vers un Mali 50-50 avant 2030 (Suite)



Le Représentant Résident (Dr. Maxime Houinato) en compagnie d'une pionnière femme leader malienne Mme. Diakossa SIDIBE, une combattante infatiguable de la cause et de l'autonomisation des femmes maliennes - Combat qui a été reconnu et salué lors de la commémoration du 8 mars par la remise symbolique d'un tableau d'honneur.

plus hautes autorités, et leur soutien pour les progrès réalisés.

En marge des intermèdes musicaux et de la projection de films documentaires retraçant le portrait de quelques femmes émergentes et la participation des femmes dans la lutte anti-mines, une cérémonie symbolique de remise de relais fut aussi organisé entre les aînées et les jeunes, appelant particulièrement les jeunes hommes et les filles à une pleine et active implication dans la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de développement durable : Une Planète 50/50 d'ici 2030.

La Cérémonie prit fin par la signature, par le chef de l'État du Mali, d'une Charte d'engagement pour l'AGENDA 2030 : la Planète 50-50 suivie de celle du Premier ministre, de la Première Dame, du Ministre de la Promotion de la Femmes, du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, du Repré-

sentant Résident de ONU FEMMES et de plusieurs autres partenaires au Développement.

En plus de la célébration de cette Journée phare, il est importe de relever que les activités de commémoration de la Journée Internationale de la Femme se sont déroulés

« Je suis révolté également par rapport aux violences que l'on fait aux femmes. Un homme qui bat une femme est d'une lâcheté singulière. Quand on va jusqu'à violenter, jusqu'à tuer, assassiner une femme parce que simplement elle est votre épouse, elle est votre amie, cela est un crime pour moi insondable, un crime indicible. Je vais demander au Gouvernement que l'on voit dans l'arsenal juridique à faire de crime particulier un crime qui sera puni de la plus grande sévérité. Les violences faites aux femmes, il faut que ça cesse au Mali, dans le monde, mais singulièrement au Mali » S.E. Ibrahim Keita - Président de la République du Mali

sur plus d'une journée. Des festivités commémoratives ont été organisées en aval et en amont du 08 mars. C'est ainsi que, un match de foot, a été organisé entre les femmes de deux départements du Ministère de la Femme à savoir celles de la Direction Nationale de la Femme et celles de la Cité des Enfants afin de prouver



Femmes des forces de défense malienne à la célébration. Crédits : ONU Femmes

que les femmes maliennes agissent en harmonie d'un esprit sain dans un corps saint. Cette initiative a été appuyée par ONU Femmes et l'UNICEF.

Aussi, en partenariat avec des organisations de la société civile, des organisations locales et internationales telles que Borne Fonden, WILDAF, APDF, l'Association des Patronnes de la Presse Ecrite, Festival Art&Femmes, le Réseau des Femmes Médecins. plusieurs initiatives commémoratives ont aussi été menées notamment des sessions de

sensibilisation communautaire sur les VBG; un dîner de gala pour récompenser des Femmes exceptionnelles évoluant dans des secteurs traditionnellement « masculins » tels que la conduite de gros porteurs (18 roues), la maçonnerie... Des convois de cliniques mobiles ont sillonné la ville pour des séances de dépistage (cancer de l'Utérus et maladies cardiovasculaires).

Avec l'appui de la Fondation Orange, une campagne de Sensibilisation fut aussi organisée à l'endroit de toutes les personnes abonnées sur le réseau orange appelant pour plus d'implication et de mobilisation citoyenne pour un Mali égalitaire 50:50, gage de développement durable.

A l'instar du District de Bamako, la célébration a été aussi grandiose à travers les régions où des débats communautaires, rencontres populaires ont été organisées dans toutes les capitales régionales sous l'égide des Directions Régionales de la Promotion de la Femme.

#### Célébration de la Journée Internationale de la Femme sur le terrain de foot



Les femmes en action intense dans le match. Crédits : ONU Femmes

n plus de la commémoration officielle qui a eu lieu au Palais Amadou Hampaté BA de Bamako, les femmes maliennes ont poursuivi la célébration en joignant l'utile à l'agréable autour d'un match de football qui a opposé l'équipe de « Niéleni » de la Direction Nationale de la Femme à celle de «N'Gana» de la Cité des Enfants. Une démonstration de force a permis de prouver que les femmes maliennes ont un esprit fort et aussi des corps saints. Le match s'est terminé sur un score de 1 – 0 en faveur des «N'Gana» de la « Cité des Enfants ».

Cette rencontre sportive a donné l'occasion à ONU Femmes de rendre hommage à Madame le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille – Mme Sangaré Oumou BA - par la remise d'un masque « CIWARA » Féminin symbolique de la « Lionne du Labeur » pour une l'excellente moisson réalisée. La bravoure, l'abnégation et tous les efforts fournis pour le bénéfice de toute la nation malienne et en particulier les femmes. Geste que Madame le Ministre appréciera tout en

reconnaissant que les avancées réalisées ont été : « le fruit d'un travail collectif qui n'aurait pu être accompli sans le concours de tous ses collaborateurs des différents départements du Ministère », avant de remercier sincèrement tout son personnel et les encourager à persévérer tant la tâche est exaltante.



Remise du trophée à Mme Sangare Oumou BA, Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Crédits: ONU Femmes

## Journée Internationale de la Femme en Images















































### Journée Internationale de la Femme: 08 Mars à Gao

S'arrête, toutes les choses visibles ne sont que des rosées». Ceci nous interpelle à plus d'un titre: qu'il n'est donné de récolter le fruit de tout arbre qu'on ne plante. C'est ce que les ouvrières de Chicago nous ont démontré à travers leur révolte pour l'amélioration des conditions de vie des femmes dans les milieux de travail.



Une vue sur le Présidium : Mr Sékou Traoré ONU Femmes, Mme Haidara Aissetoun Sangho DRPFEF, Mr Seydou Traoré Gouverneur de la région de Gao. *Crédits ONU Femmes* 

Il s'agit bien de la déclaration de la commémoration de la journée historique de la femme : le 08 mars qui est désormais célébrée chaque année à travers le monde entier.

Rappel sur la Décennie de la femme : C'est au cours de la réunion extraordinaire des Ministres du genre et des Femmes Africaines tenue à Maseru au Lesotho en décembre 2008 que les Ministres du Genre et des Femmes Africaines de l'Union Africaine (UA) ont invité l'UA à déclarer la période allant de 2010 – 2020 Décennie des femmes africaines et à engager des consultations élargies pour veiller à ce que cette décennie 2010-2020 soit un succès. Cette proposition a été adoptée à la conférence des Chefs d'Etat par la résolution Déc. 487 (XIX) qui a déclaré 2010-2020 comme la décennie des femmes africaines.

Malheureusement, le Mali, notre pays a été frappé de plein fouet par une crise politique et sécuritaire brisant ainsi son élan dans la consécration de la décennie des femmes africaines.

Cette crise a été la cause d'un profond déséquilibre au niveau de toutes les couches sociales de la population malienne. Cependant grâce aux efforts conjugués, des acteurs qui œuvrant pour la paix , les difficultés rencontrées ne sont pas restées insurmontables.

Cette année le 08 mars a coïncide avec l'adoption des recommandations pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ainsi que la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable (ODD) que la Communauté Internationale s'est assignée comme tâche à atteindre.

Lors de la célébration de la journée du 08 mars , un bilan sur les progrès et les actions à entreprendre en faveur de l'épanouissement et de l'émergence de la femme, est dressé à travers tout le pays afin de relever les insuffisances et entreprendre des actions allant dans le sens d'un changement de comportement au bénéfice de toute la population.

Toute la population de la région de Gao a célébrée cette journée du 08 mars, dans la joie et l'allégresse. ONU Femmes à apporter son appui matériel et financier à l'organisation des festivités, en prenant en charge les dépenses occasionnées à cet effet et celles engagées pour l'électrification de la maison de la femme qui a abrité l'évènement phare. Les festivités de la journée se sont déroulées sous la présidence du Gouverneur de Région en présence d'une foule nombreuse de femmes, d'hommes et de jeunes. Au cours du déroulement de la cérémonie de l'activité phare, trois discours ont été enregistré à savoir : celui de la Directrice Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille de Gao, celui du Chef du Sous Bureau de ONU Femmes et enfin celui du Gouverneur de la Région de Gao.



Vue sur des participantes. Crédits: ONU Femmes

Cette année, le thème retenu a été : « 50-50 d'ici 2030 : Franchissons le pas pour l'égalité des sexes ». Vue la situation de sortie de crise que vit notre pays, le Gouvernement de la République du Mali à travers le Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille a retenu comme thème national : «Egalité, Genre et Autonomisation de la Femme»

## POUR UN MONDE | FRANCHISSONS LE PAS POUR L'ÉGALITÉ 50-50 EN 2030 | FRANCHISSONS LE PAS POUR L'ÉGALITÉ

dans sa marche vers l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD).

Ceci appel à plus d'un titre les autorités politiques et administratives du pays à la prise en compte de l'égalité genre et à la création de situation favorable à l'autonomisation de la femme pour un développement durable. Il s'agit d'accorder aux Femmes une égalité de chance pour permettre leur participation au sein des Instances de prise de décision, leur implication dans les différents processus de développement du pays, de les prendre en compte dans la planification des différents budgets de leurs préoccupations de manière équitable.

ONU Femmes, Entité des Nations Unies pour l'Egalité des Sexes et l'Autonomisation de la femme accorde une attention toute particulière à ce thème national se rapportant à son mandat d'apporter son appui aux gouvernements et organisations de la société civile pour promouvoir l'égalité genre et l'autonomisation de la femme qui constitue le socle d' un développement harmonieux et durable.

A la libération des régions du nord en 2013, ONU Femmes à octroyer à 24 groupements de femmes des localités de : Gao, Taboye et Soni Aliber, la somme d'un montant d'une valeur de trente millions (30 000 000) de FCFA pour le relèvement économique destiné au profit de six cent (600) femmes déplacées retournées et restées de la région de Gao. De 2015 à nos jours, sept cent cinquante (750) femmes de dixneuf (19) groupements de femmes des localités de Bourem , Ansongo et Gao .ont bénéficier d'une aide financière s'élevant à un montant de quarante-deux millions (42 000 000) de FCFA Les bénéficiaires ont été identifiées sous la supervision technique des Directions Régionales du Développement Social et de la Promotion de la Femme.

Ces groupements de femmes, sous la supervision des équipes d'encadrement de nos partenaires de mise en œuvre (GRAIP, AMPRODE Sahel et GREFFA),ont pu générer des épargnes d'un montant de six millions deux cent trente-huit mille cinq cent ( 6 238 500 ) de FCFA, qu'elles redistribuent entre elles soit en crédits avec une somme d' intérêt déterminé par ellesmêmes , soit par octroi à d'autres femmes identifiées mais n'ayant pu bénéficier de financement. La réhabilitation du marché de légumes de Gao se fera dans les prochains jours à venir pour l'amélioration du cadre d'échanges des activités économiques des femmes. les travaux de réhabilitation du marché de

légumes de Gao se réaliseront très prochainement. Ces actions suivront leur cours grâce à l'aide de nos partenaires techniques et financiers tels le Royaume des Pays Bas et de la Suède, les Gouvernements de l'Allemagne et du Japon qui mesurent leur très haute porté. ONU Femmes, en tant que partie intégrante du Système des Nations Unies au Mali, sera désormais aux côtés de l'ensemble du peuple malien (Femmes et Hommes), du Gouvernement du Mali, pour faire avancer sa stratégie vers l'atteinte des ODD, dans un Mali égalitaire et émergent. Cette agence, d'un œil attentif sur la problématique de la paix et de la sécurité s'investira auprès de l'Etat malien et de la société civile féminine pour bâtir un Mali: synonyme d'havre de paix et d'hospitalité, car sans la paix et la sécurité aucune autonomie ne serait possible.

En marge de cet évènement phare, s'est tenu une exposition- vente de produits fabriqués par les Associations et Groupements de Femmes ainsi que ceux transformés par les membres de la case de la paix de Gao.

Dans l'après-midi, une séance de prêche, organisée par les femmes de la case de Gao, portant sur les rôles que doivent jouer les femmes dans la résolution des conflits et l'édification de la paix, s'est tenue regroupant plus d'une centaine de Femmes.

Cette journée a été l'occasion, de la tenue durant deux (2) jours, d'une session de formation et d'information sur la résolution 1325 et le contenu de l' l'Accord de paix signé à Alger, Cette formation , destinée à quarante (40) femmes en provenance des cercles de la région et de Gao a été organisée par l'APDF sur financement PBF regroupant ONU Femmes et la MINUSMA à travers sa section droit de l'homme.



visite de la case de la paix de Gao par le Gouverneur accompagné des responsables administratifs et politiques.

Crédits: ONU Femmes

Les régions Nord du Mali qui ont été le théâtre de conflits se relèvent petit à petit avec l'appui des partenaires techniques et financiers, du gouvernement et de la société civile. Un accent particulier est mis sur les interventions de la société civile féminine et des groupements de femmes qui ont été les victimes les plus affectées par le conflit. À ce titre, malgré la situation d'insécurité, plusieurs initiatives visant à engager les femmes dans le processus de paix et de cohésion sociale ont été menées par ONU Femmes dans les différentes régions du Nord du Mali ce premier trimestre. Des rencontres intra et inter communautaires, certaines incluant les Groupes Armés ont été tenues pour permettre aux protagonistes de se parler entre eux, se donner la main et se pardonner pour un meilleur vivre ensemble.

#### Quelques Activités des Partenaires de mise en oeuvre dans les Régions Nord

Des activités ont été menées par nos partenaires FCI, GAAS Mali, AMPRODE Sahel, GRAIP, ASG et GREFFA dans les régions de Gao, Tombouctou et Mopti.

- Organisation de 769 activités de sensibilisation dont (600 causeries, 43 counseling, 126 Visite à Domicile) qui ont touchés : 9899 Femmes, 3701 Filles, 7222 Hommes, 2760 Garçons)
- Organisation de 5 théâtres forum (4 à Mopti, 1 à Douentza);
- Organisation de 2 groupes de thérapie ;
- Suivi de la construction de l'unité de prise en charge holistique de Douentza;
- Prise en charge médicale et psychosociale de 6 cas de viols sur des filles de 14 à 25 ans
- Organisations de 9 rencontres d'initiatives de paix dans 9 communes des cercles de Gao et d'Ansongo;
- Tenues de 90 séances de sensibilisation et d'information par els 50 relais communau-taires sur la participation des femmes dans les instances de processus de paix et la pré-vention des conflits ;
- Formation de 20 leaders religieux et communautaires et 2 agents de la radio locale à Gao sur la prise de décision locale en intégrant le genre;
- Formation de 10 leaders communautaires et religieux avec un représentant de la radio à Ménaka sur la prise de décision locale en intégrant le genre ;

- Formation de 25 femmes sur les techniques de plaidoyer à Gao ;
- Elaboration de 9 plans de plaidoyer pour les 9 communes concernées par le projet ;
- Tenue de 7 rencontres entre les femmes et les responsables des partis politiques pour la prise en compte des préoccupations des femmes et du genre à Gao, Inékar, Ménaka, Ga-béro, Soni Andhéraboukane et Gouzoureye;
- Organisation d'un forum intercommunautaire à Ménaka sur la paix et la cohésion sociale ;
- Octroi de fonds de relèvement économique pour les AGR à 7 groupements de femmes dont 25 par groupement : 6 groupements dans la commune d'Ansongo et 1 groupement à Gao) pour un montant de 6125 000 FCFA;
- Organisation de 3 forums intercommunautaires à Gao, Taboye et Soni Aliber pour une meilleure implication des femmes dans les processus de réconciliation et de négociation de la paix ;
- Des activités de sensibilisation se poursuivent au sein des 62 Woyo Siifa qui ont été mis en place dans les régions de Mopti (Mopti, Douentza et Ténenkou), Tombouctou (Tom-bouctou, Goundam et Diré), Gao (Gao, Ansongo et Bourem) par le partenaire AMRODE Sahel et au sein de 18 coopératives dans le cercle de Diré assurées par Subbai-gumo.
- Identification de 300 femmes bénéficiaires pour l'appui au relèvement économique des femmes

- déplacées, retournées et restées à Gao, Taboye et Soni Ali.
- Tenue de la Journée Internationale de la Femme sur l'Egalité genre et autonomisation de la femme par la prise en charge de la Journée phare pour un montant de 990 000FCFA et l'électrification de la Maison de la Femme de Gao et de la Case de la Paix pour un mon-tant de 3 141 000FCFA.
- Tenue du 8 mars dans la région de Tombouctou par l'ONG Subaigumo à Goudam pour un montant de 3 600 000FCFA.

Contributions de M. Sékou Traore Chef du bureau de Gao ONU Femmes



Femmes - Paix et Sécurité : Ménaka: Les Femmes cellent la paix à l'issu d'une Rencontre Inter - Communautaires sur la Paix, les Liens Sociaux et la Cohésion sociale



Une vue du présidium. Crédits : ONU Femmes

e cercle de Ménaka s'étend sur 79 685 km2 de la vallée d'Indellimane à l'Ouest à celle de l'Azar à l'Est. Il est limité au nord par la région de Kidal, et l'Algérie, à l'Est et au sud par la République du Niger et à l'Ouest par le cercle d'Ansongo. Avec une densité de 1hbt/km² et une superficie de 79 804 km², le cercle de Ménaka (avant sa régionalisation), est repartie entre 5 communes (Ménaka, Anderanboukane, Tidermène, Alata et Inékar). La population est de résidente est de 73 664 habitants.

La rébellion armée de 2012 qui a été la plus grave crise de l'histoire du Mali a commencé par la région de Ménaka qui a été sous occupation depuis le 17 Janvier 2012. Cette crise qui a pris une dimension internationale par l'implication d'acteurs non maliens,

a profondément mis en mal le tissu social et bouleversé la vie de la société. Confrontées à une violence généralisée, victimes de graves violations des droits humains et d'un exode massif, les populations ont vécu des situations choquantes, et ont perdu certains de leurs repères séculaires de cohésion sociale et de vivre ensemble. Cet état de fait a fragilisé les relations sociales, entrainé des sentiments de peur et de méfiance qui ont exacerbé, faisant ressurgir des fractures plus anciennes. Les menaces et les violences, combinées à une forte tendance à la stigmatisation, sont autant de manifestations visibles de la dégradation du tissu social engendrée par la crise depuis 2012.

Le 18 juin 2013, la signature d'un accord préliminaire de paix à Ouagadougou par le Gouvernement de

## Échos des Régions

## Femmes - Paix et Sécurité : Ménaka: Les Femmes cellent la Paix à l'issu d'une Rencontre Inter - Communautaires sur la Paix, les Liens Sociaux et la Cohésion Sociale (Suite)



Une vue des participantes à la rencontre. Crédits: ONU Femmes

transition et les différents groupes armés présents dans le Nord a, d'une part, permis la tenue des élections présidentielles et législatives et, d'autre part, ouvert la voie à des pourparlers de paix inclusifs qui ont abouti à la signature d'un Accord définitif et inclusif de paix avec l'Algérie comme chef de fil.

Malgré la signature de cet accord de paix, le Nord du Mali reste marquer depuis plusieurs mois par des actes de violences physiques, braquages, vols à mains armés, enlèvement de véhicules et d'animaux, explosion de mines, dont l'ampleur ne fait que s'accroître dangereusement.

A Ménaka, il existe un climat de méfiance et de fortes susceptibilités entre les communautés. La stigmatisation et la vengeance ont fait apparaître une fracture sociale qu'il faut rapidement résorber. Les affrontements entre communautés Daoussahk d'une part, Peulh et Ibogolitan d'autre part, ont fait monter une violence similaire ou pire que celles des années 1990. Des dizaines de morts sont enregistrés presque tous les jours dans cette partie du Nord du Mali. Des femmes et des enfants ont subis des atrocités (privation d'eau et de nourriture). La crise a sérieusement ébranlé la coexistence entre les diverses communautés. Il règne une grande inquiétude quant au rétablissement de la cohabitation pacifique entre elles, plus particulièrement entre les populations en conflit qui constituent la majorité de la communauté.

Le programme "Renforcement du dialogue social et intercommunautaire" financé par ONUFemmes et le JAPON, vise justement à apporter une réponse multiforme pour favoriser la participation des femmes à la consolidation de la paix dans les régions de Gao et Ménaka. C'est dans ce cadre qu'une rencontre intercommunautaire est organisée dans la toute nouvelle région de Ménaka. Regroupant près de 800 personnes, dont plus de 300 femmes leaders des différentes ethnies, cette rencontre qui est la toute première dans le cercle de Ménaka, depuis la crise de 2012, a permis aux femmes de se côtoyer pour la première fois depuis 2012, de se parler, de se saluer, de dialoguer, de se pardonner et de panser les plaies.

La présidente de la coordination des femmes de la CMA (Coordination des Mouvements de l'Azawad) a dit en ces termes « Je pense qu'aujourd'hui, la tête du serpent est coupé, nous n'avons jamais bénéficié depuis 2012 d'une telle rencontre qui a réussi à réunir toutes les femmes de toutes les communautés résidentes à Ménaka, c'est à nous de maintenir le cap et de sensibiliser nos maris, nos frères et nos fils pour qu'ils en fassent autant»



Intervention de la Présidente des Femmes des Mouvement Armés de l'Azawad. *Crédits: ONU Femmes* 

A l'issu de cette rencontre, des actions stratégiques ont été entreprises pour renforcer la paix, la cohésion sociale et un meilleur vivre-ensemble entre les communautés. Les femmes ont pris l'engagement de s'impliquer dans le conflit fratricide qui oppose les communautés Daoussahk à celles des peulh et des Ibogolitane.

Article rédigé avec la contribution de Fatimata Touré, Présidente fondatrice du Groupe de Recherche, d'Etude, de Formation Femme-Action (GREFFA)



### Femmes - Paix et Sécurité : Kidal: Les Femmes s'engagent pour la Paix et la Réconciliation!

Malgré le contexte sécuritaire précaire qui sévit dans les régions nord du pays, particulièrement dans la ville de Kidal, le Collectif des Femmes de la Région de Kidal (C.F.R.K) en partenariat avec ONU Femmes a organisé une rencontre d'échanges et de sensibilisation portant sur la thématique : Femmes — Paix et Sécurité. La rencontre qui s'est tenue dans la salle de réunion de la Chambre de Commerce de Kidal a enregistré la participation des femmes résidentes de la ville Kidal et des natives de la région, venues de divers horizons : (autres cercles de la région de Kidal les refugiées en provenance de pays voisins ainsi que des femmes de Bamako. Plusieurs leaders des groupes armés de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) ont également participé à cette rencontre.

a Rencontre «Femmes, Paix et Sécurité» avait pour objectif principal la consolidation de la paix intra et intercommunautaire, à travers : l'intégration de l'approche Genre ; et la pleine et entière participation des femmes aux processus de Paix et de Réconciliation tout en préservant leurs droits fondamentaux. Il s'agissait plus précisément d'établir un lien instaurant un rapprochement avec les femmes en vue d'amorcer un dialogue fructueux et durable en faveur de la Paix et de la Cohésion sociale à tous les niveaux (intra-communautaire, intercommunautaire et national).

Au cours de cette rencontre, les femmes, au nombre de soixante-seize (76) se sont ainsi retrouvées durant toute une journée pour discuter de leur participation et contribution aux efforts de consolidation de la Paix, et de la réconciliation nationale.

A l'occasion de cette rencontre, Un nombre considérable de notables de la Région de Kidal se sont mobilisés aux cotés des Femmes, en guise de leur engagement et soutien pour la participation inclusive des femmes aux processus de Paix. A la suite de la prononciation des discours officiels, deux panels ont suscité de fructueuses discussions; L'un animé par Mr Ambeiry AG RHISSA traitant de : « l'Accord pour la Paix et la Réconciliation « et , l'autre panel animé par Mr Rhissa AG RATBOU, portant sur : « la Paix, la cohésion sociale et la résolution des conflits».

"Les communautés les plus nobles sont celles qui tendent une main amicale et affectueuse aux autres, les plus faibles sont celles qui refusent la main tendue; celles- ci méritent de l'aide pour pouvoir se relever. Tels ont été les propos tenus par M. Eghles AG FONI, ancien Gouverneur de la Région de Kidal (notable et leader Touareg). L'ancien-gouverneur a



Une vue du Présidium. Crédits: ONU Femmes

tenu à saluer cette noble initiative des femmes, puis les a exhorté à persévérer dans leur combat et user de tous les voies et moyens pour aboutir à la Paix. Il à déclarer en ces termes : « les femmes sont capable de réécrire une nouvelle page de l'histoire du Mali, un Mali reluisant et durable ».

M. Eghles AG FONI, a également insisté sur la prise en compte de nos valeurs traditionnelles, culturelles et religieuses pour garantir une viabilité au processus de Paix. Pour cette notabilité de la région de Kidal: « La culture n'a cessé de constituer un rempart, préservant notre société; elle nous a permis de traverser de multiples et difficiles épreuves ».

Pour la Présidente du Collectif C.F.R.K, Mme Ongoïba Tagharor Walet IDAL, les femmes doivent servir de relais, telles « des croix de transmission « pour l'instauration d'une Paix durable; Il est temps que toutes les femmes de la région de Kidal, sans aucunes distinctions ( politiques , religieuses , ethniques ) et de toutes tendances confondues œuvrent désormais pour la Paix et la cohésion sociale durable, et ce

## Réconciliation! (Suite)

## Femmes - Paix et Sécurité : Kidal : Les Femmes s'engagent pour a Paix et la

conformément à l'esprit de l'Accord de Paix signé, issu du Processus d'Alger.



Intervention d'une Participante. Crédits: ONU Femmes

Par ailleurs, les participant(e)s ont déploré les déchirures subies par tissu social à la suite de cette crise. Cependant, les participants ont salué cette initiative les réunissant à nouveau. Ainsi ont-ils reconnu l'urgence qui s'imposait à eux à œuvrer tous ensemble pour le retour définitif de la Paix et de la sécurité afin de parvenir à une reconstruction durable du tissu social fortement endommagé.

Les participants ont unanimement reconnu la nécessité de multiplier de telles initiatives, de créer et offrir des espaces d'échanges et cadres de dialogues intra et inter communautaires pour permettre de manière efficace et durable le retour de la Paix. L'adoption d'une approche inclusive et participative a été reconnue comme seule gage d'une Paix durable.

A l'issue d'une journée riche en fructueux, ont été adoptées les recommandations générales suivantes :

Œuvrer activement pour la mise en œuvre intégrale de l'Accord pour la Paix et La Réconciliation Nationale;

Privilégier une approche inclusive et participative aux processus de Paix prônant l'implication de tous et en particulier des Femmes dans le processus de renforcement de la réconciliation nationale;

- Eviter de privilégier un groupe social au profit d'un autre;
- Eviter la répartition sélective des ressources entre les différentes communes et s'assurer d'une

répartition équitable des ressources octroyées aux populations des différentes communes ;

- Promouvoir la bonne gouvernance : celle bâtie au profit d'une justice sociale et d'un développement harmonieux, prenant en compte des besoins réels des populations à la base ;
- Instaurer une culture de paix et de tolérance ;

Par rapport aux recommandations destinées spécifiquement aux femmes, il a été retenu :

- De multiplier les activités génératrices de revenus au profit des femmes et des jeunes ;
- De Créer un fonds de soutien pour permettre la tenue de rencontres intercommunautaires mixtes des femmes de la région de Kidal.

Suite à ces recommandations, dans une déclaration finale, les Femmes ont tenu à formuler leurs remerciements à l'endroit de tous les partenaires qui ont facilité la tenue d'une telle rencontre . Elles ont en particulier remercié à la Communauté internationale, ONU Femmes pour leur accompagnement et soutien constant. Elles les ont également sollicitées pour davantage de soutien afin de leur assurer un développement durable et harmonieux.

Dans leur déclaration finale, les femmes ont tenu à s'engager sur trois (3) axes prioritaires :

- 1. S'approprier d'avantage de l'Accord d'Anéfis et de celui pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger;
- 2. Rester engagées et entièrement mobilisées à travers leur pleine participation à tous les niveaux du processus pour instaurer la paix, maintenir la cohésion sociale et favoriser la réconciliation nationale.
- 3. Se mobiliser davantage en faveur de la scolarisation des enfants et particulièrement celle des filles dans la région Kidal.

Article rédigé par M. WANALHER AG WALY, Coordinateur Programme Paix et Sécurité. ONU Femmes



## Femmes & Autonomisaton Économique

### Projet Pilote de Pisciculture: Formation de 39 Femmes en Gestion et Marketing



Vue des cages flottantes. Crédits: ONU Femmes

ans le cadre de sa lutte pour le renforcement des capacités économiques des Femmes et contre la pauvreté, ONU Femmes a initié un projet pilote de pisciculture avec utilisation des cages flottantes. Ce projet a été mis en œuvre par deux Groupements féminins de la Commune de Wacoro dans le cercle de Diola, (région de Koulikoro) en partenariat avec la Direction Régionale de la pêche de Koulikoro et la Ferme piscicole B Diallo, (spécialisée dans la pisciculture).

Une fois l'installation des cages flottantes terminées sur les deux sites du projet, une équipe d'encadrement composé de deux techniciens a été mis à la disposition des femmes par la ferme B Diallo, pour les former aux techniques d'élevage de poissons en cages flottantes. tte équipe à dispenser aux Femmes les notions de base sur la pratique de l'activité piscicole. Pour renforcer ces acquis, une session de formation d'une durée de cinq (5) jours, a été organisée du 15 au 19 février 2016 sur la pisciculture et deux autres thèmes à savoir : celui de la gestion simplifiée et du marketing. La session de formation destinée à renforcer les capacités des Femmes du Cercle de Dioila bénéficiaires du Projet, s'est tenue dans la ferme B Diallo à Tanima (Banguineda) Le choix du site de la formation, se justifie d'autant plus que cette ferme offre l'avantage d'être équipé en infrastructures et équipements matériels pour la pisciculture en cage flottante. Les participants étaient au nombre de 43 personnes parmi lesquels, trente-neuf (39) femmes bénéficiaires et quatre (4) hommes dont deux (2) hommes de chaque village concerné et deux (2) agents encadreurs de la section pêche de Diola. Le premier thème a été exposé par l'équipe d'encadrement de la ferme B Diallo et les deux autres thèmes par la consultante, de ONU Femmes en charge du renforcement des capacités économiques des Femmes.

En plus de la formation théorique, , les femmes bénéficiaires du projet ont pu se familiarisées aux différentes méthodes pratiques de la pisciculture, ainsi qu' aux techniques de marketing et gestion d'une unité de production.

L'objectif de la formation était de permettre aux bénéficiaires du projet pilote de pisciculture d'acquérir de nouvelles compétences sur la pisciculture, la gestion et le marketing afin d'être en mesure de mener cette activité de manière indépendante au terme du projet.

Les thèmes abordés ont suscités beaucoup intérêt



Une vue de la salle lors de la formation. Crédits: ONU Femmes

... lire la suite en page 33

# **MALIMUSOW**

# Mini Conseil d'Administration de ONU Femmes Mali: ONU Femmes à la Rencontre des représentants des États Membres de son Conseil d'Administration ayant une Représentation Diplomatique au Mali (Suite)

engagées dans les combats, mais devront également prendre en charge toutes ces Femmes victimes de traumatismes, d'agression physique, de viols individuel et collectif, de mariage forcé et autres abus et violations dont les chiffres sont alarmants.

Se prononçant sur les difficultés rencontrées par les Organisations féminines, le Dr. Maxime Houinato a relevé particulièrement les défis liés aux questions de gouvernance, de coordination intra et inter organisation, de leadership et de représentativité politique.

Evoquant la réforme du secteur de la sécurité (SSR), le Représentant Résident a mis en exergue la nécessité : de réorganiser les services de sécurité afin qu'ils répondent aux besoins des femmes et d'améliorer les performances de ses agents femmes.

Apres avoir adressé ses vifs remerciements aux participant(e)s pour avoir répondu à l'invitation, le Représentant Résident d'ONU Femmes a réitéré tout son engagement et disponibilité ainsi que ceux de son équipe pour accompagner l'intégration effective du Genre dans les programmes de développement respectifs des différentes représentations dans le cadre de leur coopération bilatérale et multilatérale avec le Mali. L'intégration économique de la femme constituant un facteur clé pour l'impulsion du Produit Intérieur Brut (PIB) et l'émergeance d'un pays.

Au terme de fructueux débats, les membres du Conseil d'administration d'ONU Femmes Mali ont renouveler, à l'unanimité, leur confiance en l'avenir de la promotion de la femme. Ils ont ainsi décidé de recentrer leurs efforts sur trois (3) axes prioritaires à savoir :

- La mise en œuvre du Plan d'Actions National de la Résolution 1325 (Prévention, Protection, Participation et Relèvement Economique.)
- Le Développement Economique (particulièrement l'entreprenariat feminin),
- La lutte contre les Violences basées sur le Genre (particulièrement le cadre législatif et l'accès aux services de prise en charge holistiques appropriés pour les victimes.)



Article rédigé avec les contributions de Mr. Boubacar Diarra, Assistant du Groupe Thématique Genre.



M. Mamadou Diakité Consul Honoraire du Togo (à gauche), Mme. Ana de Lara Ruiz Chef de la Coopération Espagnole (au centre) et Mme. Irene Hvass représentante du Danemark. *Crédits: ONU Femmes* 

# Femmes et Autonomisation Économique : Lancement du Programme IPAFE : Une Initiative visant à promouvoir l'Entreprenariat Féminin au Malis dans les Secteurs de l'Agroalimentaire, de la Pisciculture et des Mines (Suite)

seulement 5% des Chefs d'entreprise réalisant plus de deux cent (200) millions de FCFA de chiffre d'affaires.

La mise en œuvre du programme (IPAFE), se justifie donc pleinement, d'autant plus que le besoin d'accompagner les femmes et les entreprises féminines se fait davantage sentir. Ainsi leurs contributions dans le développement économique et social du Mali seront efficientes. Ce qui est illustré par les propos du Représentant Résident de ONU Femmes : « IPAFE oeuvrera, pour que désormais les femmes maliennes représentent au moins 30 % des chefs d'entreprise qui réalisent plus de 200 millions de FCFA de chiffre d'Affaires. »

## Femmes et Autonomisation Économique : Projet Pilote de Pisciculture : Formation de 39 Femmes en Gestion et Marketing (Suite)



Photo de famille avec les participantes. Crédits: ONU Femmes

auprès des bénéficiaires qui su participé aux débats de manière inter active. Des exemples de cas concrets tirés d'expériences vécues ont permis l'illustration des sujets traités. Cependant, compte tenu du niveau d'instruction des participants, la plupart des thèmes traités et notamment celui portant sur les aspects comptables, ont été dispensé en langue nationale afin de s'assurer de leurs assimilation.

Concernant la formation en pisciculture, les participants ont eu à visités les cages installées sur le site d'exploitation de la ferme, des explications leur ont été apportées par les techniciens, quant à l'entretien du matériel et les périodes à retenir pour ce faire, la technique du montage et du démontage d'une cage avant et après utilisation, les vérifications périodiques à faire concernant l'installation des mailles, le comportement des poissons ainsi que leurs conditions d'évolution ont été évoqués ; les modes de distribution des aliments aux poissons ont été démontrées aux participants. L'écloserie de la ferme a été visité par les participants, des informations leurs ont été données sur la

transposition de ces techniques en milieu rural sous forme de production artisanale.

Les Participants à cet Atelier ont dans le cadre du renforcement de leurs capacités pu bénéficier de formation en gestion simplifiée et en; afin de leurs permettre d'atteindre les résultats suivants :

- Pouvoir ciblé les marchés sur lesquels les produits (poissons frais) pourront être vendu,
- 🔢 Savoir maitriser les cours du marché,
- Pouvoir identifié le canal de distribution le plus approprié,
- L'importance de vérifier toujours les matières premières à l'achat ;
- Comprendre la nécessité de fournir un produit répondant aux exigences du marché afin d'atteindre les objectifs de vente;
- Maitriser les techniques de négociation, ;
- Détenir les méthodes de recherche d'informations sur les concurrents
- Détenir des stratégies à mettre en œuvre pour pouvoir accéder au marché,
- Maitriser les notions élémentaires du cycle économique du monde des affaires,
- Avoir du personnel qualifié au niveau de la production et de la vente,
- Savoir calculer un cout de revient,
- Savoir poser des opérations de calcul simples.

Pour assurer une pérennisation des acquis, il s'avèrerait indispensable d'intégrer dans les projets futurs destinés aux populations du milieu rural, des volets de formation en alphabétisation fonctionnelle afin de permettre aux femmes de pouvoir lire et écrire pour bien gérer leurs projets.

### ONU Femmes Actu : Lancement du Plan de Réponse Humanitaire (HRP 2016)





Le Plan de Réponse Humanitaire pour l'année 2016 a été lancé au Mali le 02 Février 2016 avec un budget de 354 Millions USD (200 Milliards de FCFA). C'était sous la présidence du Ministre de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord (M. Hamadoun Konaté) qui avait à ses côtés la Coordinatrice Humanitaire du Système des Nations Unies au Mali (Mme Baranga Gasarabwe) et les différents chefs d'agence dont celui de ONU Femmes.

#### Des acteurs du processus de Paix au Mali s'inspirent de l'expérience du Kenya et du Rwanda

Dans le cadre de la consolidation de la paix au Mali, ACORD Mali, bénéficiant d'un financement d'ONU Femmes, a organisé du 24 janvier au 04 février 2016 une visite d'échanges au Rwanda et au Kenya (pays ayant vécu des expériences similaires à celles du Mali), pour s'inspirer des bonnes pratiques en matière de mécanismes de gestion de conflits. Ont pris part à ces visites d'échanges : un Parlementaire, un représentant du Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, deux représentants de la Commission Vérité Justice Réconciliation(CVJR), un représentant du Réseau des Communicateurs Traditionnels (RECOTRADE), une femme Leader activiste de la région de Gao, une femme déplacée de la région de Kidal et deux agents d'ACORD Mali.

## Les Structures visitées et les différents Acteurs rencontrés sont :

- Au Rwanda: Le Collectif PRO-FEMMES / TWESE HAMWE, L'Association HAGURUKA, Le Centre des survivantes de SEVOTAL, le Mémorial du génocide, Le Ministère du Genre, le Parlement, la Commission de Démobilisation et de réintégration du Rwanda, la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation du Rwanda.
- Au Kenya: L'Honorable Rachelle Kamweru Parlementaire Kenyane, les Médecins pour les droits humains (Physicians for human right) le Centre Ruben, la Commission Nationale de cohésion et de l'intégration du Kenya.

Au Rwanda, la promotion de l'égalité du genre, l'autonomisation des femmes et la lutte contre les VBG constituent la pierre angulaire de la stratégie de développement du Pays. Les femmes rwandaises ont personnellement mené leur combat pour l'égalité du genre qui s'inscrit principalement dans la dynamique de la société civile. Selon la Secrétaire Générale du Réseau des Femmes Africaines pour le Développement Durable (REFADD) : "liberté et droit ne s'acquièrent pas mais s'arrachent".

Au Kenya, la gouvernance est basée sur la "Démocratie négociée" où le Président est issu de la communauté majoritaire et son Vice-Président de la minorité ethnique.

Les éléments clés de réussite de la cohésion sociale sont :

- Le Rwanda a réussi sa politique de promotion du Genre à travers :
- La capacité de résilience du peuple rwandais et l'impact complémentaire des institutions ;
- Le Plaidoyer et la révision des lois discriminatoires à l'égard de la femme ;
- La Tenue de séances d'échanges sur des sujets relatifs aux problèmes ethniques, régionalistes et discriminatoires au sein des clubs de dialogues pour la paix;
- L'attention particulière portée à la culture, généralement justificative des VBG; à travers la démystification de la notion ethnique;
- L'organisation de nombreux débats communautaires et sessions de formation, qui ont permis le rapprochement entre les victimes de VBG et les bourreaux, permettant ainsi aux femmes de passer de l'état de victimes au rôle d'actrices pour la paix;
- La Prise de conscience au niveau du leadership (avec la tenue d'une session annuelle sous forme de retraite gouvernementale sous l'égide du Président de la République);
- La Création de mécanismes institutionnels pour la promotion du Genre tels : le Conseil national des femmes, l'Observatoire du Genre, la Police de proximité (20% de son effectif est féminin), le Groupe Genre, "One Stop Center" (prise en charge holistique des survivants au sein du même Centre), des Clubs Genre dans les écoles, l'implication des femmes, dans le système de fonctionnement des tribunaux traditionnels : «Gacaca»;

- L'initiation de programmes de sociétés types libellés en ces termes: «Campagne Action pour la Paix et la Femme peut le faire»;
- L'Analyse des raisons d'exclusion sociale à travers le repérage des causes profondes du conflit et une assistance légale aux groupes vulnérables;
- La Création d'une Banque populaire pour la promotion de la femme;
- La formation des femmes en vue d'en faire des agents de changement engagés dans les Objectifs du Développement Durable (ODD);
- Faire jouer par les femmes un rôle centré sur la promotion des valeurs visant à les guider vers une logique de paix plutôt qu'une logique de violence;
- La mobilisation des veuves et des orphelins en faveur d'une culture de paix et de non-violence,
- La prévention des conflits (avec la création d'espaces de dialogue et de renforcement des capacités);
- L'amélioration du système éducatif et de soins de santé destinés aux orphelins, (enfants nés de viol et autres enfants vulnérables);
- Le renforcement des capacités et la création d'activités favorisant le développement personnel (analyse de leurs problèmes personnels afin d'y remédier);
- L'instauration d'un système de soutien mutuel entre les femmes traumatisées et survivantes de VBG pour la sauvegarde de leur dignité;
- L'adoption de stratégies pour

MALIMUSOW

l'élimination de l'ethnisme et de la discrimination au Kenya;

- La Sensibilisation des survivants(es) de VBG sur la nécessité de s'exprimer en soutenant le slogan : "Ne pas se taire Ne jamais se taire", la parole est la première arme de lutte contre les VBG;
- L'adoption de nouvelles alternatives dans la lutte contre les VBG avec pour thérapie, la danse, le sketch et la "thérapie restauratrice" à l'endroit des auteurs de viol;
- Le sentiment de redevabilité de l'Etat à travers une volonté politique exprimé par ses dirigeants;
- L'identification et la sélection des femmes ex-combattantes en vue de leur faire bénéficier équitablement aux opportunités;
- La prise en compte par la Commission de DDR, des dépendants des femmes ex-combattantes;
- La Facilitation du travail des ex combattantes en coopératives afin d'instaurer un climat de confiance

entre elles sans méfiance pour une véritable cohésion;

La Commission DDR travaille aussi sur le rôle que peut jouer la famille de l'ex-combattante, en l'insérant au sein de missions de maintien de paix dans d'autres pays.

Cependant, ces structures visitées rencontrent des difficultés telles :

Assister les veuves n'ayant droit à la succession de leur défunt mari;

► ... lire la suite en page 39

# Femmes - Paix et Sécurité : La Résolution 1325 : Un outil incontournable pour garantir la participation des femmes à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali (Suite)

## Importance et Justification de la Mise en Oeuvre de la Résolution 1325 au MALI

Au Mali, la Résolution 1325, ainsi que la mise en œuvre de son plan d'action, portent essentiellement sur la participation des femmes à toutes les étapes du processus de paix. Une participation qui devrait être perçue à travers deux axes prioritaires, notamment:

1) Les femmes en tant qu'actrices incontournables pour une paix durable et 2) Les femmes en tant que citoyennes ayant droit aux dividendes de la paix.

Au niveau de chaque mécanisme de l'Accord pour la paix, le Plan d'Action National de la Résolution 1325 prévoit des priorités en matière de genre et une prise en compte des besoins spécifiques des femmes; celles-ci relevant de six (6) domaines :

La Gouvernance post-conflit : il importe de mettre en place des mécanismes législatifs et régulateurs permettant de corriger les inégalités de genre existantes, et garantir une représentation numérique et effective des femmes dans les différents secteurs concernés : Secteur politique : (organes exécutifs, Partis politique) Secteur législatif et judiciaire : (systèmes électoraux) Secteur administratif : (organes de décentralisation, les réformes concernant l'administration publique);

La Réforme du secteur de la sécurité (RSS): le but de la prise en compte du genre, à ce niveau est de parvenir à prévenir l'insécurité et répondre aux exigences de sécurité destinées spécifiquement aux femmes et aux filles;

Le Désarmement, La Démobilisation et La réinsertion (DDR) : les standards préconisent que le processus de DDR soit en mesure de garantir la participation des femmes ex-combattantes ainsi que de celles associées aux combattants ;

La Réforme de la justice : la réforme de la justice doit s'employer à faciliter l'accès des femmes à leurs droits et à la justice ;

La justice transitionnelle : des mécanismes spécifiques doivent être mis en place pour lutter efficacement contre les violences commises à l'égard des femmes pendant le conflit et leur permettre de bénéficier de réparations justes et adopter des mesures garantissant la non-répétition de tels crimes ;

Le relèvement post-conflit : ce processus doit veiller, à l'intégration des priorités et besoins spécifiques des femmes dans tous les programmes de relèvement (Gouvernement, PTF, niveau décentralisé), à encourager l'accès, des femmes à des emplois rémunérés, aux infrastructures et services sociaux de base. Une attention particulière et des approches adaptées doivent être portées aux femmes affectées par la crise (déplacées, rapatriées, ex-combattantes, victimes de violences...).

Afin de parvenir, dans le contexte malien, à la mise en application des dispositions prévues par les standards en matière de paix et de sécurité, l'outil de référence incontournable demeure le Plan d'Action National de mise en œuvre de la Résolution 1325 pour la période 2015-2017 (instrument gouvernemental élaboré à cet effet). Il conviendrait de souligner, que pour sa mise en œuvre, ce plan aura besoin d'un soutien aussi bien politique que financier.

# MALIMUSOW

#### Fatoumata DIAWARA: Une Jeune Entrepreneure à la Conquête du Numérique



Benjamine d'une famille de quatre (4) filles et âgée seulement de 24 ans, Fatoumata Diawara est Manager et Pilote Voix – responsable du pilotage et de l'amélioration de la qualité de service au sein de la Direction Technique de Orange Mali.

Fatoumata personnifie l'adage selon lequel: «Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années ». Notre VIP GENRE, est l'initiatrice de E-keneya, une application mobile permettant la géolocalisation des structures de santé existantes au Mali (pharmacies, hôpitaux, cliniques) ; l'accès à l'annuaire des médecins généralistes et spécialistes, ainsi les différentes structures d'assurances.

ors de célébration de la Première Edition des TIC Awards, le 13 Mars 2016 à l'hôtel Azalai Salam de Bamako, Fatoumata Diawara a reçu le Prix de la meilleure application mobile pour l'initiative de E-KENEYA.

« Mali Musow » l'a rencontrée pour vous et à discuter cœur ouvert.

## Mali-Musow: Fatoumata voulez-vous nous entretenir sur votre parcours?

Fatoumata: J'ai passé une grande partie de mon enfance à Bobo Dioulasso (Burkina Faso) ou j'ai fait mes études primaires. Après, l'obtention de mon baccalauréat (série sciences) au Lycée « la Chaine Grise » de Bamako, j'ai obtenu un diplôme d'Ingénieur de l'Ecole Nationale d'Ingénieurs (ENI).

Ma passion pour l'Informatique et les sciences de la

Télécommunication, m'a ensuite mené à poursuivre à l'Université Gaston Berger de Saint Louis (Sénégal) une Licence Professionnelle en Réseau et Télécommunications puis à l'Université Amadou Hampaté BAH de DAKAR pour préparer un Master et Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) où j'ai obtenu en 2013 un MBA en Marketing et Stratégie.

A mon retour à Bamako, j'ai travaillé en Entreprise avant de rejoindre la Direction Technique de Orange Mali où, j'exerce depuis 2014.

## Mali-Musow: Pouvez nous expliquer comment vous retrouvez-vous entrepreneure?

Fatoumata: C'est lors de la préparation de mon mémoire de fin d'étude au CESAG q en travaillant avec une startup sénégalaise, que me suis découverte une fibre entrepreneuriale. Convaincue que l'entreprenariat est la clé de la réussite de nos pays, je me suis, en tant que citoyenne consciente du devenir de ma nation, engagée à tenter de mon mieux à jouer ma partition et apporter ma pierre à l'édifice national. Nous, Jeunes africains et africaines, devrons relever le challenge. Il est impératif de nous doter de moyens de réussite pour nous permettre de réaliser des projets innovants, et ce conformément à nos ambitions et les besoins des populations.

## Mali-Musow : Qu'est-ce qui vous a motivé pour la création de E-KENEYA ?

Fatoumata : L'idée de répertorier les pharmacies de garde et les services médicaux m'est venue à la suite d'une expérience personnelle. Cette expérience changera le parcours de mon existence et contribuera fortement à la création de l'application E-KENEYA. Comme on le dit souvent « à quelque chose malheur est bon ». Un samedi soir, jour non ouvrable mon père a été victime d'une attaque cardiaque ; à la suite de cet accident, en famille prise de panique, nous n'avions pu trouver de réponses à certaines questions que nous nous posions afin de vite apporter de l'aide à notre père. Où amener notre papa? dans quel centre hospitalier spécialisé? Qui étaient les spécialistes réputés dans le domaine? Où les trouver? Quelles Pharmacies étaient de garde? C'est alors que, face à toutes ces questions, que l'idée de pouvoir venir en aide en cas de besoin, m'est venue.

#### Mali-Musow: Comment fonctionne E-KENEYA?

**Fatoumata :** E-KENEYA, est une application mobile qui permet de géo-localiser les structures de santé (pharmacies, hôpitaux, cliniques), les rendre plus ac-

cessibles à la population, de fournir des informations sur les différentes polices d'assurance existantes, les médicaments remboursés par l'assurance, la liste des médecins généralistes et spécialistes ainsi que leurs heures de visite. E-KENEYA représente notre contribution à la promotion de la santé communautaire en offrant un meilleur accès aux informations et services de santé.

Apparemment, nos compatriotes, ont reconnu l'utilité de la plateforme ce qui lui a valu le 1er Prix de Bamako Startup Weekend en Novembre 2015 et celui de la meilleure application mobile lors de la 1ère Edition des TIC Awards le 13 Mars 2016.

## Mali-Musow: Comment cela se passe pour une jeune femme dans le monde des TIC au Mali?

**Fatoumata**: J'avoue avoir rencontré bien de réticences, mais une fois engagée, j'ai reçu de nombreux encouragements dans ce domaine. Ne dit-on pas qu'à « cœur vaillant, rien n'est impossible ».

## Mali-Musow: Quelles ont été les attitudes et/ou le regard des hommes porté sur vous et votre combat?

Fatoumata: (Rires!) Disons qu'au départ les regards étaient plutôt défiants et surpris. D'une manière générale, c'était difficile d'accepter qu'une femme, jeune de surcroît, comme moi soit conceptrice et développeure de projet. Mais à force de persévérance, beaucoup d'entre eux, mont encourager à poursuivre mon activité. A présent, je bénéfice de l'encouragement et de l'appui de bon nombre d'hommes.

## Mali-Musow : Que pensez-vous de la condition de la femme africaine en général et celle de la malienne en particulier ?

Fatoumata: Elle est assez difficile tant en milieu rural qu'urbain. Cette situation, à mon avis, s'explique principalement par le faible taux de scolarisation des filles et des difficultés liées au statut de la femme africaine en tant qu'épouse et mère. Les appréciations et jugements portés sur les femmes dans la-société malienne ne facilitent guère leur épanouissement, ni leur émergence.

Dans notre culture, les femmes sont surtout perçues comme épouses ou mères qui doivent rester à la maison et s'occuper des enfants. En conséquences, elles doivent se battre deux fois plus pour convaincre du bienfondé de leurs idéaux, revendiquer et pouvoir exercer leurs droits. Aussi, elles doivent se mobiliser pour réunir les ressources nécessaires à la réalisation de leurs projets. Malheureusement, pour beaucoup d'entre nous, le combat débute d'abord au sein de nos

propres familles. Les traditions constituent des fois un lourd fardeau à porter et des freins psychologiques et sociologiques. Les femmes doivent poursuivre le combat et imposer à la société leurs idées.

Cependant, force est de reconnaitre que des avancées notoires ont été réalisées. Je saisie cette occasion pour remercier tous les organismes, les personnes de bonne volonté et particulièrement ONU Femmes pour leur action en faveur de l'amélioration du statut de la femme dans le monde, en Afrique et particulièrement au Mali.

## Mali-Musow : Opérant dans le secteur de la Santé, êtes-vous familière avec les violences faites aux femmes et aux filles ?

Fatoumata: Dieu merci, pas directement, mes connaissances en la matière sont d'ordre général. Sûrement à cause de mon jeune âge et du fait que j'ai toujours su bénéficié de l'amour et du soutien de ma famille qui s'est assurée de la jouissance de mes droits fondamentaux.

Cependant, je désapprouve toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles, surtout quand celles-ci surviennent en milieu hospitalier. Car, l'une des tristes réalités est qu'il arrive aussi que les femmes souffrent dans les centres de santé, notamment lors d'accouchements ou lorsqu'elles sont accompagnatrices de leur maris ou enfants malades.

Pour moi, ceci est absolument inacceptable. Nous devons tous et toutes combattre ce fléau et sensibiliser le personnel médical sur ce sujet, les exhorter à bien prendre soin de tous les malades, hommes et femmes, filles ou garçons sans aucune forme de discrimination.



Fatoumata faisant sa présentation au concours de la « Startup Weekend (Édition 2015) ». *Crédits : Lamine TRAORE, Neliö8* 

## Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)

### Histoires non contées : la survie des femmes affectées par les conflits



Une vue du parloir. Crédits : ONU Femmes

n marge de la tenue de la 60ème Commission sur le Statut des femmes, qui avait pour thème « Autonomisation des femmes et son lien avec le développement durable », les bureaux d'ONU Femmes au Mali et au Soudan du Sud ont conjointement organisé une rencontre qui portait sur les femmes dans les conflits armés, le 21 Mars 2016 au bureau de la Mission permanente de l'Allemagne auprès des nations-Unies à New-York.

Le Représentant permanent adjoint de l'Allemagne auprès des Nations Unies, Son Excellence M. Heiko Thoms, et les ministres de la promotion de la femme du Sud-Soudan et du Mali, Honorable Madame Awut Deng Acuil et Madame le Ministre Sangare Oumou Ba, respectivement, ont prononcé des discours à l'occasion de l'ouverture de cet événement. Le Représentant de l'Allemagne a souligné l'engagement actuel de son pays en faveur de l'autonomisation des femmes dans les processus de paix et de sécurité, et a relevé les bonnes relations de partenariat de son pays avec ONU Femmes dans le cadre du soutien au travail de l'organisation au Mali et au Soudan du Sud. Les ministres ont de part et d'autre relevé les efforts déployés par leurs gouvernements respectifs à accorder la priorité à la participation des femmes dans la mise en œuvre des accords de paix. À cet égard, le Mali et le Soudan du Sud sont en train de mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle, pour faciliter la réparation des crimes de violence sexiste perpétrés contre les femmes pendant le conflit. Les représentants des pays ont également travaillé sur l'élaboration des plans d'action nationaux pour la résolution 1325 (PAN), qui fournira un cadre pour l'engagement des femmes dans le processus de consolidation de la paix. La nécessité de mobiliser des ressources pour faciliter la mise en œuvre effective de ces PAN a été largement reconnue comme une priorité.

À la suite de la prononciation des discours d'ouverture, quatre panélistes (deux de chacun des 2 pays) ont partagé des expériences et défis rencontrés dans les efforts visant à améliorer la responsabilisation et la participation des femmes dans le processus de paix et progrès réalisés en la matière. Les messages communs véhiculés par tous les experts, qui ont été mis en évidence dans les observations finales inclus:

- La nécessité d'une reconnaissance de la résilience des femmes dans les pays touchés par un conflit. Les femmes ne doivent pas être considérées uniquement comme des victimes, car en dépit des défis et des violations de leurs droits qui se produisent souvent en période de conflit, elles continuent à se battre pour surmonter ces obstacles.
- Garantir la justice pour les femmes qui ont subi des crimes de violence sexiste pendant la guerre



Vue sur la salle. Crédits: ONU Femmes

- Construire des alliances stratégiques avec les hommes dans les efforts visant à élargir le rôle des femmes dans le processus de paix
- Promouvoir les quotas pour faciliter une participation significative des femmes dans les structures et les mécanismes de prise de décision dans la phase post-conflit

Il sied de noter à cet égard que l'Allemagne a financé ONU Femmes au Mali et au Sud Soudan pour la mise en œuvre d'un projet intitulé: « Promouvoir la résilience, l'autonomie et la cohésion sociale entre Communautés hôtes et Populations déplacées, mettant l'accent sur les femmes et les filles dans le Sud-Soudan et le Mali »

Le projet vise à appuyer 6000 femmes et adolescentes dans l'acquisition des compétences pour améliorer leurs moyens de subsistance, de résilience et pour réduir le risque de violences sexuelles basées sur le genre au sein des populations déplacées et dans les communautés d'accueil.

## Femmes - Paix et Sécurité : Des acteurs du processus de Paix au Mali s'inspirent de l'expérience du Kenya et du Rwanda (Suite)

- Trouver des pères adoptifs aux enfants nés de viol;
- Combattre l'ethnicité négative ancrée dans certaines communautés au Kenya;
- Lutter contre la pauvreté pesante sur certaines femmes, en particulier celles issues du milieu rural, rendues encore vulnérables, elles n'arrivent point à dénoncer les VBG dont elles sont généralement victimes.

A cet effet, un proverbe nous enseigne: "Celle qui porte des haillons n'a pas de parole".

Au terme de leurs visites d'échanges, les Visiteurs ont répertorié des défis à relever et des perspectives à accomplir :

#### Défis à relever :

- Affirmée une Volonté politique pour la promotion du Genre à tous les niveaux;
- Recourir à des Stratégies de sensibilisation à l'endroit des survi-

vant(e)s de VBG les incitant à briser le silence "à ne plus se taire";

- Veiller à l'existence et au maintien d'une cohésion au sein des groupes de femmes leaders maliennes;
- S'employer à faire disparaitre les clivages existants entre elles, les regrouper afin qu'elles puissent s'engager efficacement dans la lutte contre les inégalités de Genre;
- Avoir des organisations féminines jouissant d'une bonne réputation et d'une crédibilité leur permettant de pouvoir influer sur la proposition de nouvelles lois et la formulation de politiques, de reformes et programmes à l'endroit des femmes et des enfants:
- Savoir s'inspirer et mettre à profit, l'expertise des médecins pour les droits humains et celles exercées par la CVJR afin de pouvoir mener à bon escient les enquêtes sur les crimes commis et dont les preuves sont inexistantes.

#### Perspectives à accomplir :

- Le travail continu du Ministère de la Promotion de la Femme avec les Départements transversaux pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 et s'assurer de la prise en compte par leurs plans d'action respectifs de la dimension genre;
- L'élaboration de projets/programmes "Espoir et paix" destinés aux jeunes et femmes vulnérables;
- S'employer dans nos programmes d'action à établir le lien entre la lutte contre les VBG et la, Culture de la Paix et du Développement Durable;
- Contribuer à la création d'un Centre d'excellence pour le leadership féminin et d'un Observatoire du Genre;
- Promouvoir une éducation civique à l'endroit de tous les maliens (dans nos langues nationales à travers les media publics et privés).

### VIP Genre: (Suite)

Mali-Musow : Un dernier mot à l'intention de nos lecteurs et lectrices ? Votre définition peut être du Concept Genre ?

**Fatoumata :** Bien évidemment, je m'adresserai volontiers à nos parents et tous les membres du cercle familial, car le cadre familial constitue un facteur déterminant dans nos parcours respectifs.

Leur lançant un vibrant appel, j'inviterais tous les parents à envoyer les filles à l'école et à suivre leur instruc-

tion de près. Une fois instruites, les filles pourront-être complétives dans tous les domaines.

Aussi, j'encourage vivement mes sœurs, les jeunes filles, à s'intéresser davantage aux filières scientifiques et demeurer persévérantes, ne jamais abandonner quel que soit le type d'obstacle rencontré. C'est ainsi que leur efforts seront couronnés de succès.

Mali-Musow: Nous vous remercions.

### **■ ONU Femmes Actu**

### Mini Retraite UNCG (Groupe de Communications des Nations UNIES):



[Bamako, le 2 mars 2016] Le siège d'ONU Femmes a abrité la retraite du groupe des Chargés de communications du Système des Nations Unies (UNGC) au Mali, sous la présidence de Mme Ute Kollies, Représentante Résidente de OCHA. Cette rencontre a bénéficié du soutien des plus hautes autorités du système, en l'occurrence Mme Mbaranga Gasarabwé, Coordinatrice Humanitaire Résidente, Adjointe du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies. Lors de cette rencontre, Mme. Gasarabwe a réitéré son engagement et tout son soutien au volet communication des agences. A cet égard elle a rappelé les attentes et orientations stratégiques en matière de communication du Système des Nations Unies au Mali tout en donnant lieu à un échange fructueux sur les défis à relever et opportunités à saisir par le UNCG.

Le Représentant d'ONU Femmes, le Dr. Maxime Houinato, a à cette occasion, fait une présentation succincte sur le Genre et l'importance de l'intégration de cette thématique centrale et transversale dans les actions humanitaires, et de développement.

La retraite a enregistrée la participation de 19 Chargés

de communication représentants 13 organisations du Système des Nations Unies. L'objectif visé était d'élaborer une stratégie de communication ainsi qu'un plan d'actions pour le UNCG en 2016. Les travaux ont essentiellement porté sur trois points, à savoir :

- 1) L'approche du «Delivering as one» l'initiative «Unis dans l'action» avec un accent particulier sur le pilier de la communication;
- **2)** La stratégie de communication conjointe inspirée par les modèles d'autres pays ayant adopté le DAO;
- **3)** L'identification des actions à mettre en œuvre notamment dans le cadre du développement des produits communs et le renforcement des relations avec les médias.

Les recommandations finales ont porté sur la rédaction du narratif d'une stratégie commune de communication en procédant au préalable à une analyse SWOT. Aussi, il a été décidé suite à cette 1ère expérience de présentation du mandat d'une Agence (ONU FEMMES), d'instaurer à l'avenir en début de chaque réunion UNGC, une présentation succincte sur chaque agence hôte, et si possible par le plus haut/e dirigeant/e de l'institution.

#### Participation des différents partenaires de ONU Femmes à sa retraite annuelle à Ségou



**Du 25 au 29 janvier 2016**, les membres du bureau d'ONU Femmes Mali conduits par le Représentant Résident a tenu sa retraite annuelle à Ségou. Les partenaires techniques et financiers de l'organisation tels que le Royaume de la Suède, les Agences SNU (UNFPA, OIM et FAO), les acteurs de la Société Civile Malienne (ONG REFPSECO) et une représentante du Conseil Consultatif de la Société Civile d'ONU Femmes ont participé aux travaux. Cette retraite de 4 jours a permi de fructueux échanges, réflexions et a aboutie à la finalisation et validation d'un plan de travail annuel prenant compte des leçons apprises du passé.

Ainsi avec confiance, et un esprit d'équipe fort, le personnel d'ONU Femmes Mali s'engage pour son plan de travail 2016.

# MALIMUSOW

## Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)

## **MGF - Mutilations Génitales Féminines : Témoignages**



L'animatrice Assetou dans la cour familiale d'une survivante MGF. Crédits : ONU Femmes

'avais 6 ans quand j'ai été excisée. Mes traumatismes les plus profonds demeurent les souvenirs des sévices subis par ma sœur aînée, qui n'a pas eu les mêmes chances que moi ayant subies de graves préjudices.

Elle a failli y perdre la vie .... Ces cicatrices persisteront toute notre vie. Nous constatons dans nos sociétés que plus de quatre-vingt (80%) pour cent des filles subissent des actes d'excision.

Il y a vingt ans, j'ai décidé de devenir animatrice-formatrice afin de lutter contre les violences basées sur le genre. A priori, mon combat était de sauver mes propres filles. J'en ai quatre filles dont la plus âgée à 27 ans et les plus jeunes 19 ans ; aucune d'entre elles n'a connu les sévices du couteau. Cela n'a pas été facile à admettre par mon mari, mais je dois avouer que j'ai dû développer des argumentaires et convaincu par mes témoignages et expériences vécues.

En dépit de ma propre expérience et de celle de ma sœur, j'ai particulièrement été sensible aux différents témoignages recueillis sur ce fléau de l'excision et les conséquences multiples et diverses de cet acte ignoble que je considère simplement comme injuste et inhumain. Tu trouveras rarement une mère conduire sa propre fille pour l'exciser. Alors mon message est très clair : « Tu ne peux pas regarder ; alors ne laisse pas faire. S'il le faut, utilise de la Bétadine » (solution rouge antiseptique, utilisée pour simuler un saignement). Nous avons l'obligation d'agir, d'assurer à chaque fille une vie digne et épanouie. J'aime mon

travail. Je n'en n'ai ni honte, ni peur. Puisqu'il s'agit de sauver des vies humaines et de préserver la dignité d'autrui.

J'ai pu ainsi sauver des milliers de vies humaines à travers des pactes, serments formels que je demande aux femmes et aux hommes que je rencontre de prendre. Ceux-ci doivent s'engager à ne pas commettre ou être témoins silencieux d'actes de mutilations génitales féminines. Ainsi En moyenne, j'arrive à obtenir par mois un minimum de cent (100) engagements. En plus de ces pactes, je suis parvenue à convaincre deux grandes exciseuses dans la zone de Kita, (une région du Mali connue pour avoir le taux le plus élevé de mutilations génitales, soit 98,3 pour cent.) de renoncer définitivement la pratique de l'excision.

Survivante de mutilations génitales, Assétou Touré, femme Malienne de 49 ans, a consacré une grande partie de son existence à lutter contre l'excision : pratique néfaste.

Depuis 2011, avec le financement de la France, ONU Femmes Mali, appuie un programme promouvant les droits des femmes et la prise en charge des violences basées sur le genre, y compris les excisions.

L'Objectif de développement durable 5 ans a pour but de parvenir à l'égalité des sexes, et compte parmi ses cibles l'élimination de toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine.

Soure: http://www.unwomen.org/fr/news/stories/2016/2/ from-where-i-stand-assetou-toure

### ■ Autres Actus Nationales

<u>Visite de courtoisie au Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale et l'Intégration Africaine</u> (MAECI)





[Koulouba, le 12 février 2016] S.E. M. Abdoulaye Oumar Diop, MAECI en compagnie de certains de ses proches collaborateurs a reçu une délégation d'ONU Femmes conduite par son Représentant Résident. À cette occasion Mr. le Ministre a reçu la décoration «HeForShe» en guise de reconnaissance pour son soutien constant à la promotion et à l'autonomisation de la femme malienne.

## <u>Panel : «Contributions de la Femme en tant qu'Opératrice Économique à l'Émergeance de l'Afrique</u>

lors de la 16ème édition du Forum de Bamako, tenue du 18 au 20 février 2016, un panel spécial Genre a été animé avec l'appui de la représentation d'ONU Femmes au Mali. Ce panel qui portait sur les «Contributions de la Femme en tant qu'Opératrice Économique pour l'Émergeance de l'Afrique» a été modéré par le Représentant Résident de ONU Femmes et a vu la participation de plusieurs femmes leaders et opératrices économiques en l'occurence Mme COULIBALY Aissata



«C'est la seule fois que j'assiste à un forum sur le Genre et que je vois plus de 50% des sièges occupés par les hommes. Je m'en réjouie fortement et remercie mes frères pour ce soutien et cet engagement... Il faut investir dans la femme... On ne peut pas marginaliser 50% de sa population et espérer à un développement.» disait Mme Diallo Dedia Mahamane Kattra, ancienne Ministre du Mali.

Toure, Présidente du Réseau des Femmes Opératrices Économique du Mali / RFOE.

#### **Accord AFCOL - ONU Femmes**

[Bamako, le 23 février 2016] La salle de réunion d'ONU Femmes a servi de cadre pour la signature d'un accord de coopération établissant un partenariat entre l'Association des Femmes Comptables Libérales du Mali (AFCOL Mali) et ONU Femmes. Cette cérémonie s'est déroulée en présence d'une forte délégation des membres de AFCOL conduite par sa Présidente, accompagnée par la Sécretaire Chargée de l'organisation (Présidente de l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés du Mali — ONECCA Mali). Ce partenariat vise principalement le renforcement des capacités techniques et procédurales des partenaires d'exécution des Programmes ONU Femmes au Mali.



Signature de l'Accord par la Présidente de l'AFCOL, Mme Diarra Zeinabou N'Diaye et le Représentant Résident, Dr. Maxime Houinato. *Crédits : ONU Femmes* 



### Décoration HeForShe de M. Toure, PDG du PMU Mali



Le PDG de PMU Mali, M. Arouna M Toure recevant la distinction HeForShe par Mme Sidibé Fatoma Cissé, Présidente de l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés du Mali – ONECCA Mali.

Crédits: ONU Femmes

[Bamako, le 13 Février 2016] L'engagement constant en faveur des droits des femmes maliennes et de leur autonomisation du Président Directeur Général du Pari Mutuel Urbain (PMU Mali) Mr. Arouna Modibo Toure lui a valu la remise solennelle d'un insigne HeForShe, titre aloué aux hommes qui soutiennent et sont engagés pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme de part le monde. C'était à l'occasion d'un déjeûner débat sur le thème «Paix et Développement», organisé par l'Association des Femmes Comptables Libérales du Mali (AFCOL Mali) à l'hôtel Salam de Bamako qui a aussi vu la remise d'un diplôme de reconnaissance à ONU Femmes pour son soutien envers les organisations féminines de la société civile.

## Sensibilisation sur la Camapagne HeForShe à l'occasion de la Cérémonie Spéciale 08 Mars organisée par l'Association du Personnel de l'UNICEF au Mali (APUM) :

Le 08 Mars, une cérémonie spéciale a été organisée par l'Association du Personnel de l'UNICEF au MALI (APUM) à l'endroit des femmes. ONU Femmes a saisi cette occasion pour sensibiliser les hommes sur la Campagne HeForShe. À la suite de ce plaidoyer, L'UNICEF s'est engagé à introduire la Campagne HeForShe dans la mise en œuvre de son Programme OXY-JEUNES — un vaste programme de formation et de brassage entre les jeunes de toutes les régions du Mali.





Représentation ONU Femmes Mali Badalabougou-Est - BP 120 - Bamako-Mali

Tel: (+223) 20 22 21 24 / (+223) 75 99 79 42 mali.courrier@unwomen.org

www.unwomen.org

https://twitter.com/onufemmes

https://instagram.com/UNWomen/

m https://www.facebook.com/unwomen

👸 https://www.youtube.com/user/UNWomen

www.unwomenwestandcentralafrica.com/mali.htlm